



iram

**Compte rendu de l'atelier de travail
sur les dispositifs d'information et de concertation sur
les filières riz au Mali, en Guinée et au Sénégal**

25 au 29 mars 2002

CIFA, Saint-Louis

Hélène DAVID-BENZ
Laurent LIAGRE
Sylvain PAMBOUR

Avril 2002

SOMMAIRE

Introduction	4
---------------------------	----------

1^{ÈRE} PARTIE : UN BILAN DES ACTIVITÉS 6

1. Etat d'avancement des différents programmes.....	6
1.1 Les observatoires.....	6
1.1.1 Constat initial et objectifs	6
1.1.2 Mise en œuvre (1999-2001)	6
1.2 Le programme APM	7
1.2.1 Problématique et contexte de départ.....	7
1.2.2 Bénéficiaires, partenaires et exécutants.....	9
1.3 Elargissement et perspectives (2002).....	9
2. Les acquis des programmes actuels	10
2.1 Réalisations des observatoires	10
2.1.1 Guinée	10
2.1.2 Mali.....	11
2.1.3 Sénégal.....	12
2.1.4 Animation régionale	14
2.2 Acquis du programme APM.....	15
2.2.1 Le volet Coton	15
2.2.2 Le volet Riz.....	16
3. Enseignements des premières phases des deux programmes	16
3.1 Observatoires	16
3.1.1 Ancrage institutionnel et coordonnateur : des choix déterminants	16
3.1.2 Les contraintes d'un financement discontinu	17
3.1.3 Des difficultés de mise en œuvre du concept de réseau.....	17
3.1.4 Une faible implication des organisations professionnelles	17
3.2 Programme APM Riz	18
3.2.1 Toucher plus de producteurs et de responsables paysans	18
3.2.2 L'importance d'avoir des OP structurées avec des représentants légitimes	19
3.2.3 La difficulté pour les OP à générer des ressources propres pour faire fonctionner le réseau	19
3.2.4 Etablir des articulations avec les initiatives régionales en cours (ROPPE)	19

2^{ÈME} PARTIE : SYNTHÈSE DES DÉBATS DE L'ATELIER ET ANALYSE..... 20

1. L'information	20
1.1 Remarques liminaires.....	20
1.2 La définition des besoins par les utilisateurs des dispositifs d'information	21
1.2.1 La concertation comme principe préalable au lancement de toute activité.....	21
1.2.2 Une information de base régulière et des analyses thématiques	22
1.2.3 Quelle réponse aux besoins spécifiques exprimés par les opérateurs privés ?.....	22
1.3 Les modalités de collecte et d'analyse des informations.....	23
1.3.1 Les enjeux de la clarification des fonctions dans le domaine de la production de l'information	23
1.3.2 Fonds d'étude et modalité de leur mise en place	23
1.4 Les modalités de diffusion : quel public et quel contenu	24
2. La concertation	24
2.1 La concertation en amont.....	25

2.2	La valorisation en aval	25
3.	Les actions d'accompagnement.....	26
3.1	La réduction des asymétries de position	26
3.2	Des appuis techniques spécifiques aux équipes des Observatoires	27
4.	La dimension régionale du réseau	27
5.	Programmes d'activités nationaux	28
5.1	Guinée	28
5.2	Mali	28
5.3	Sénégal.....	28
3^{ÈME}	PARTIE : POURSUITE DES ACTIVITÉS ET PERSPECTIVES À MOYEN	
TERME.....	.....	29
1.	Première ébauche pour une nouvelle phase.....	29
1.1	Objectifs	29
1.2	Activités	29
1.3	Résultats attendus	31
2.	Objectifs de la mission régionale.....	31
2.1	Consolidation des observatoires.....	31
2.2	Mobilisation des OP.....	32
2.3	Préparation des actions de formation	32
2.4	Validation du contenu de la prochaine phase du projet	32
ANNEXES .....	.....	34
PROGRAMME .....	.....	35
LISTE DES PARTICIPANTS.....	.....	38
BILAN D'EXECUTION DES ACTIVITES L'ONRS AU 25 MARS 2002 .....	.....	39
RELEVÉ DES CONCLUSIONS DE L'ATELIER .....	.....	41
DYNAMIQUE POSSIBLE DE FONCTIONNEMENT DES OBSERVATOIRES DU MALI, DE GUINÉE, DU SÉNÉGAL DANS LE FUTUR .....	.....	46

Introduction

L'organisation de ce séminaire répond au souhait de rapprochement de 2 programmes qui, tout en se complétant et bien qu'à des niveaux d'avancement différents, évoluaient dans la méconnaissance l'un de l'autre.

- Un programme, animé jusqu'à présent par le CIRAD-CA, programme cultures alimentaires, concerne l'appui à la production d'information et la concertation au sein d'observatoires statistiques des filières riz dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest : Sénégal, Mali, Guinée.

Concrètement, le programme associe dans chaque pays des responsables des administrations publiques, des représentants des organisations socioprofessionnelles, des institutions de production d'informations statistiques au sein de réseaux nationaux. Ces réseaux animent un dispositif d'observatoire qui assure plusieurs fonctions :

- Centraliser, synthétiser et diffuser les informations/analyses économiques relatives aux filières riz.
- Promouvoir la concertation entre les différents acteurs des filières en vue d'une amélioration de leur fonctionnement et de leurs performances.
- Produire des notes d'analyse et susciter la réalisation de nouvelles études afin d'éclairer les décisions politiques, notamment dans le domaine des politiques d'échanges.

La mise en réseau au niveau régional de ces observatoires constitue également l'une des composantes de ce programme, ceci notamment afin de permettre de traiter des thématiques à dimension régionale (échanges régionaux, mise en œuvre du TEC,...) et de façon plus générale, de participer à la réflexion générale portant sur une politique de régionalisation des échanges.

Une nouvelle phase en préparation prévoyait d'étendre le dispositif à d'autres pays : le Bénin, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Burkina Faso sont envisagés.

- L'autre programme, porté par un consortium d'ONG du Nord et du Sud (APM¹, IRAM, CIEPAC) , vise la mise à niveau des capacités des Organisations de Producteurs intervenant dans les filières riz, dans le domaine de la formation et de l'accès à l'information économique, afin de leur permettre une participation optimale et au mieux de leurs intérêts aux différents dispositifs de concertation. Séminaires, création d'outils pédagogiques, études participatives de filières afin de produire de l'information constituaient le cœur des activités du programme.

Ce programme a permis de mettre en place un réseau régional de type Observatoire du coton géré par les Organisations paysannes, et il prévoit une construction similaire pour le secteur rizicole. Ces réseaux régionaux permettent de promouvoir les échanges d'expériences et les réflexions entre O.P. pour qu'elles deviennent des partenaires professionnels toujours plus compétents et afin d'accélérer les prises de conscience dans le domaine des négociations politiques

A la différence du programme animé par le CIRAD, la couverture géographique du programme APM a concerné d'entrée de jeu un ensemble conséquent de pays : Sénégal, Mali, Guinée, Bénin, Niger, Cameroun, Tchad, Tanzanie, Zimbabwe.

- Le Ministère français des Affaires Etrangères a ainsi invité les deux projets à se rapprocher, afin d'étudier les pistes concrètes et les méthodes pour articuler les différents niveaux d'action de deux programmes : production et analyse de l'information, concertation entre acteurs, et actions d'accompagnement au titre notamment de la formation et des échanges, des technologies de l'information, etc...

La réalisation de l'atelier régional s'inscrit donc dans cette nouvelle dynamique, et constitue la première action préparatoire à ce rapprochement. Elle sera complétée en juin 2002 par une mission régionale² visant :

¹ Agriculture Paysanne et Modernisation, Ong basée à Douala, Cameroun rassemblant des leaders paysans, des experts internationaux et des universitaires du nord et du sud concernés par le devenir de l'agriculture familiale.

² Mali, Guinée, Sénégal

- à conduire un diagnostic auprès des organisations paysannes rizicoles dans le domaine de l'accès à l'information et de la participation aux dispositifs de concertation,
- à fournir un appui conseil aux observatoires des filières dans la poursuite de leurs activités de collecte, d'analyse et de restitution de l'information.

En outre, des financements seront mis à disposition des trois observatoires statistiques déjà existants (Mali, Guinée, Sénégal) afin de leur permettre de poursuivre les activités en cours de fonctionnement.

La finalité de cette phase de transition est d'élaborer de façon concertée un nouveau projet intégrant les trois dimensions information, concertation, et formation dans le domaine des politiques économiques des filières riz.

- L'atelier régional dont le présent rapport rend compte, a permis à différents acteurs des filières et membres des observatoires de se rencontrer et d'échanger sur les problématiques d'accès à l'information et de concertation dans le domaine des politiques rizicoles. Les personnes présentes (voir liste des participants en annexe) provenaient de diverses origines :

- les coordonnateurs des observatoires,
 - des représentants d'institutions membres des réseaux,
 - des représentants d'organisations socioprofessionnelles (producteurs et commerçants)
 - des membres du réseau APM dans les trois pays, qui faisaient parti dans certains cas des groupes précédents.
- L'atelier s'est déroulé en plusieurs temps (voir programme en annexe) :
 - Présentation des deux programmes CIRAD et APM
 - Expériences des observatoires nationaux Mali, Guinée, Sénégal
 - Le point de vue des opérateurs privés sur l'accès à l'information
 - Des ateliers-débats sur les thèmes suivants :
 - Objectifs des observatoires et rôles des partenaires
 - Modalités de fonctionnement des observatoires
 - Dispositif d'accompagnement
 - Calendrier de travail par pays
 - La mise en réseau des observatoires

1^{ERE} PARTIE : UN BILAN DES ACTIVITES

1. Etat d'avancement des différents programmes

1.1 Les observatoires

1.1.1 Constat initial et objectifs

L'initiative de mettre en place un réseau régional d'observatoires sur les filières riz est issue d'un double constat :

- Les dispositifs nationaux de statistiques et d'élaboration des politiques agricoles ont été fortement affectés par les politiques d'ajustement structurelle et ne sont plus à même de jouer pleinement leur rôle
- La production d'information sur le riz est malgré tout relativement importante mais elle est sous valorisée, du fait d'une grande dispersion entre différentes institutions « productrices »

Le réseau des observatoires riz en Afrique de l'Ouest a donc été mis en place dans l'objectif de :

- rassembler, valoriser et diffuser l'information existante
- favoriser la concertation entre des différents, sur la base de l'information diffusée
- favoriser les échanges d'expérience et la concertation à l'échelle sous régionale

1.1.2 Mise en œuvre (1999-2001)

Ce programme, coordonné par le CIRAD, a reçu l'appui du Ministère français des Affaires Etrangères (1ère convention de début 1999 à juin 2000, 2^{ème} convention de novembre 2000 à septembre 2001) et d'OSIRIZ³ (financement de transition entre les 2 conventions MAE ; utilisé en Guinée et au Sénégal).

♦ Ateliers de lancement

Des ateliers de lancement ont été organisés : en Guinée en juillet 1997 et juin 1998⁴, au Mali en avril 1999, au Sénégal en août 1999.

Ils ont rassemblé les principales structures publiques et organisations professionnelles concernées par la filière riz et ont permis de :

- recenser les informations existantes et les sources,
- identifier les lacunes d'information ou de diffusion,
- préciser les objectifs de l'observatoire et son fonctionnement.

Un principe de fonctionnement similaire a été retenu dans les 3 pays, avec :

- . une structure de coordination (choisie au cours de l'atelier de lancement par l'ensemble des participants), chargée d'identifier un coordonnateur
- . un comité de pilotage ou d'orientation, composé des principales membres actifs (institutions) de l'observatoire

♦ Activités des observatoires nationaux

³ . OSIRIZ : Observatoire de statistiques internationales sur le riz. Association créée par le CIRAD, l'ONIC et l'AFD pour améliorer l'accès à l'information statistique sur le riz. L'idée de l'observatoire régional est issue d'OSIRIZ ; l'AFD et l'ONIC s'en étant retiré, le projet a été repris par le CIRAD.

⁴ . L'idée de la constitution d'un observatoire national en Guinée étaient antérieure : 2 ateliers avaient précédemment été organisés par le PASAL, avec les principales institutions impliquées dans la filières riz, en 1997 ? et 1998 ? pour en établir les premières bases.

Ces activités consistent principalement à la production de bulletins d'information, à l'organisation d'ateliers d'échanges et à la réalisation d'études ponctuelles (sur des aspects stratégiques pour lesquels des enquêtes légères peuvent combler un fort déficit d'information).

Le niveau effectif d'activité a été très hétérogène d'un observatoire à l'autre (cf. ci-après).

♦ Coordination régionale

L'animation du réseau a été assurée successivement par 3 chercheurs du CIRAD, qui ont préparé les ateliers de lancement puis apporté un appui au fonctionnement et aux productions écrites des observatoires. La réalisation des bulletins régionaux est également de la responsabilité du CIRAD.

1.2 Le programme APM

Il est fait référence au projet expérimental de « Mise en place d'un dispositif d'information et de formation des responsables paysans africains sur les marchés et les politiques agricoles ».

Ce programme avait porté sur le renforcement des O.P. intervenant dans trois filières : le coton, le riz, le café /cacao présentes dans un ensemble de pays en majorité d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il visait à la mise en place d'Observatoires régionaux des filières gérés par les OP.

Il avait bénéficié d'un soutien financier de l'Union Européenne (ligne coopération décentralisée), de la coopération française (MAE, Mission de coopération non gouvernementale) et de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. La finalisation de cette phase expérimentale a donné lieu à la rédaction du rapport final en Août 2000⁵.

Les porteurs du projet étaient :

- le Réseau Agriculture Paysanne et Modernisation (APM Afrique),
- des organismes associés : le Ciepac en chef de file, associé à l'IRAM, à Solagral et au Cirad-Tera.

1.2.1 Problématique et contexte de départ

Depuis quelques années, l'intérêt que suscitent les organisations paysannes se traduit par une mobilisation des aides de toute nature en leur faveur et l'émergence d'une expertise multiforme aux motivations variées. Dans ce nouveau "marché", les organisations paysannes n'ont pratiquement pas leur mot à dire. Dans la majorité des cas, la nature des appuis à apporter et le choix des experts est laissé à l'appréciation des bailleurs de fonds.

Il y a toujours le risque, dans ce type d'intervention, qu'il se produise un décalage plus ou moins grave entre l'offre et la demande, entre les actions mises en œuvre et les attentes des organisations.

Avec la constitution de centres de services tels que l'observatoire régional du coton ou les programmes de séminaires et de formations menés sur les volets riz et café-cacao, il s'agissait de créer un pôle alternatif au secteur privé/public dans le domaine de l'appui aux organisations paysannes. L'observatoire coton est géré par les organisations membres, directement utilisatrices des services (ce qui signifie dans une approche filière, autant de centres spécialisés que de produits), elles en définissent les orientations et les priorités, elles sont responsables de la gestion financière et elles recrutent leur personnel technique qui exerce ses activités sous leur contrôle.

Il s'agit d'insister enfin sur le fait que ce concept d'observatoire comporte une forte dimension opérationnelle. Il s'agit de renforcer les capacités des responsables professionnels pour qu'ils soient en

⁵ Mise en place d'un dispositif d'information et de formation des responsables paysans africains sur les marchés et les politiques agricoles. Contrat B.967-6430/19. Rapport Final. Août 2000. Jacques BERTHOME. CIEPAC

mesure de transformer concrètement la condition paysanne, c'est à dire en premier lieu d'améliorer les revenus paysans.

Les organisations faïtières de niveau national ou international se constituent surtout comme des groupes de pression qui essayent de négocier (avec l'Etat et les partenaires au développement) des avantages en faveur de la paysannerie (réduction des taux d'intérêt, distribution d'intrants, moratoire sur les dettes...). Les observatoires ou centres internationaux de services devraient apporter une pierre supplémentaire à l'édifice en permettant aux responsables paysans d'accéder à une compréhension globale des phénomènes (des tendances et des enjeux) ce qui leur permettrait de mieux ajuster leurs programmes d'action et de négocier dans des rapports plus équilibrés avec leurs partenaires.

♦ Contexte général : redistribution des rôles et changements des règles

L'essor du mouvement associatif paysan est concomitant avec le désengagement de l'Etat dans les années 80, qui non seulement suspend ses opérations de développement dans les régions rurales considérées comme sans avenir, mais abandonne aussi son rôle de redistribution qui assurait tant bien que mal le fonctionnement des services sociaux de base. Dès lors, les populations rurales ont été amenées à développer de nouvelles formes de solidarité dans les domaines économique et social, afin de résoudre les problèmes cruciaux auxquels elles étaient confrontées.

L'ajustement structurel et le retrait de l'Etat ont donc pour contrepartie la montée en puissance du développement local et les associations paysannes jouent un rôle particulièrement actif dans ce domaine jusqu'au début des années 90.

Depuis, les organisations de producteurs bénéficient d'une reconnaissance institutionnelle forte de la part des États et des partenaires au développement. De plus en plus, ces organisations sont invitées à participer aux débats de politique agricole, à la mise en œuvre de projets de développement, à la gestion de certaines filières. Cependant, elles ont jusqu'à présent des capacités insuffisantes pour maîtriser pleinement les responsabilités qu'elles sont amenées à assumer. Les projets d'appui dont elles bénéficient visent principalement le renforcement des organisations de base : statut, capacité de gestion... qui, pour constituer un niveau d'intervention tout à fait pertinent, ne répondent cependant pas ou peu aux besoins de maîtrise globale des filières et de leur environnement par les dirigeants paysans. Or, ces filières connaissent des restructurations économiques et institutionnelles rapides qui risquent de placer les organisations de producteurs en situation d'infériorité si elles ne se positionnent pas à temps.

♦ Objectif de l'intervention

L'objectif de ce projet était de participer au renforcement des capacités d'analyse et d'action, au niveau national et régional, des responsables des organisations de producteurs travaillant dans les filières coton, riz et café-cacao. Ce renforcement se décline en cinq axes :

- progresser dans la connaissance globale des dynamiques qui caractérisent ces secteurs de production qui sont stratégiques pour les économies africaines et l'avenir de l'agriculture familiale ;
- mettre au point et développer des actions de formation qui renforcent les capacités internes de l'organisation et préparent l'émergence de nouveaux leaders ;
- définir des projets d'actions qui permettent de proposer et de défendre les intérêts des producteurs dans le cadre du partenariat avec les autres acteurs ;
- anticiper sur l'avenir de ces productions et négocier des politiques publiques de développement sectoriel qui assurent la compétitivité à moyen et long terme de ces filières ;
- contribuer à construire des réseaux d'organisations de producteurs spécialisées, capables de gérer leurs propres services d'appui.

Dans le cadre des trois volets du programme, des séminaires de formation ainsi que des livrets de diffusion grand public ont été réalisés. Le programme a également fait porter une part importante de

ses efforts sur l'appui à la structuration des OP au niveau régional (mise en place de l'Observatoire coton).

1.2.2 Bénéficiaires, partenaires et exécutants

- Les OP et leurs membres, bénéficiaires du projet

Les bénéficiaires du projet APM étaient les O.P., et à travers elles leurs adhérents.

Détail des O.P. membres du projet coton, à l'issue du projet expérimental :

- Au Bénin, Fédération des unions de producteurs du BENIN (FUPRO-BENIN).
- Au Burkina Faso, l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso. (UNPCB) et la Fédération Nationale des Organisations Paysannes (FENOP)
- Au Cameroun, le Conseil des producteurs de coton du Cameroun (CPCC)
- En Côte d'Ivoire, l'Union Régionale des Entreprises Coopératives de la Zone des Savanes de Côte d'Ivoire (URECOS-CI) et l'Union des Coopératives Agricoles de la Zone Savane de Côte d'Ivoire (U.COOPAG-SCI)
- En Guinée, le Collectif des Unions de Zones des Producteurs de Coton
- Au Mali, le Syndicat des cotonniers et vivriers (SYCOV) et l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes.(AOPP)
- Au Sénégal, la Fédération Nationale des Producteurs de Coton. (FNPC)
- Au Tchad, le Mouvement Paysan de la Zone Soudanienne (MPZS)

Détail des O.P. actuellement membres du projet APM riz, à l'issue du projet expérimental :

- au Mali, le SEXAGON Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger ;
 - au Sénégal, l'ASESCAW Association socio économique sportive et culturelle des agriculteurs du Walo, la FPA Fédération des périmètres autogérés ;
 - au Bénin, les Unions locales de l'Ouéomé et du Zou ;
 - au Cameroun, les Unions de groupements de l'ex zone Semry ;
 - en Guinée, les Unions de groupements de riziculteurs de Guinée Maritime ;
 - au Tchad, APM Tchad.
- Les partenaires d'exécution du projet étaient APM Afrique, l'IRAM, CIEPAC et SOLAGRAL.

1.3 Elargissement et perspectives (2002)

Au cours de l'année 2001, une réflexion a été engagée, sous l'impulsion du Ministère des Affaires Etrangères, en vue d'un rapprochement entre le réseau d'observatoires (appuyé par le CIRAD) et le programme de renforcement des organisations paysannes dans le domaine des marchés et des politiques rizicoles (via le réseau APM, appuyé par l'IRAM et le CIEPAC).

Une proposition de programme commun a été formulée, autour des objectifs suivants :

- Renforcer les observatoires nationaux :
 - . meilleur implication des partenaires et renforcement de la concertation
 - . extension régionale (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger ont été envisagés)
- Renforcer le réseau régional des observatoires :
 - . constituer une grille d'analyse commune facilitant les analyses comparatives
 - . développer les échanges information et la concertation régionale
- Renforcer la capacité d'analyse et de négociation des OP :
 - . par un meilleur accès à l'information produite
 - . par la formation des responsables d'OP (fonctionnement de marché, politiques agricoles, accords internationaux...)
- Développer la concertation régionale entre les OP via un réseau régional d'OP

En attendant la prise en compte du projet proposé dans le cadre du FSP « Appui à la sécurité alimentaire », des financements de transition ont été obtenus auprès du MAEF pour le premier semestre 2002, pour poursuivre les activités des observatoires nationaux, organiser un atelier régional d'échange et de concertation, organiser une mission d'appui aux observatoires et de renforcement de l'implication des OP, via le réseau APM.

2. Les acquis des programmes actuels

2.1 Réalisations des observatoires

2.1.1 Guinée

♦ Montage institutionnel (cf. encadré)

L'initiative de l'observatoire riz en Guinée est antérieure au réseau riz : 2 ateliers organisés par le PASAL à Mamou en 1997 et à Kindia en juin 1998 ont permis de définir les objectifs, la méthodologie et l'organisation d'un observatoire national.

L'Observatoire du riz et des autres produits vivriers en Guinée a été créé en 1999 et officialisé par un arrêté ministériel.

Le PASAL, projet rattaché au Bureau Central des Etudes et de la Planification Agricole (BCEPA), en assure la coordination. Le coordonnateur (identifié dans l'arrêté de création comme le secrétaire technique national), Lansana Bayo, a été nommé par le MAEF.

Le comité de pilotage s'est réuni 1 fois en 2000.

La structure institutionnelle de L'Observatoire du riz et des autres produits vivriers en Guinée : (d'après l'arrêté de création du MAEF)

1. Le **Comité de Pilotage**, composé des représentants de l'Administration et des représentants des organismes professionnels impliqués dans les filières vivrières, fixe les orientations, approuve le programme, examine les résultats et formule les recommandations. Les structures statutairement membres du Comité de Pilotage sont :

- le Ministère chargé de l'Agriculture
- le Ministère chargé des Finances
- le Ministère chargé du Plan
- le Ministère chargé du Commerce et du secteur privé
- la Chambre Nationale d'Agriculture la Chambre Nationale de Commerce, Industrie et Artisanat

2. Le **Comité Technique** élabore le programme de travail et en assure le suivi, transmet au Secrétariat technique les informations produites par leur service, participe à la rédaction des publications. Il est composé :

- des membres du Secrétariat Technique
- d'un représentant permanent de chacune des structures membres de l'Observatoire

Les structures du MAEF statutairement membres de l'Observatoire sont :

- Le Bureau Central des Etudes et de la Planification Agricole (BCEPA)
- Le Service National des Statistiques Agricoles (SNSA)
- La Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)
- La Direction Nationale du Génie Rural (DNGR)
- L'Institut de Recherches Agronomiques de Guinée (IRAG)
- Le Service National de la Promotion Rurale et de la Vulgarisation (SNPRV)

3. Le **Secrétariat Technique** est chargé de la réalisation des activités : centralisation, traitement, compilation et diffusion des informations. Il est composé de 6 personnes (nommées par le MAEF, après proposition des structures statutairement membres de l'Observatoire) :

- un Secrétaire Technique National, affecté à temps plein à ce poste.
- 2 chargés de la base de données
- 2 chargés des publications
- 1 chargé de la documentation et archives.

♦ **Réalisations**

1^{ère} convention (avril 99 à juin 2000) : 35 000 FF, utilisés à 100%

2^{ème} convention (OSIRIZ, juillet à décembre 2000) : 20 000 FF, utilisés à 100%

3^{ème} convention (janvier à septembre 2001) : 20 000 FF, utilisés à 100%

- 1 synthèse bibliographique sur la filière riz en Guinée (1999)
- 6 bulletins trimestriels
- 1 contribution au bulletin régional n°1
- 1 étude sur la consommation du riz à Conakry (en 2000)
- 1 étude sur l'évaluation des variétés interspécifiques de riz ADRAO (en 2000)
- 1 étude sur la consommation alimentaire en milieu rural (rapport en cours d'achèvement)

Les bulletins sont réalisés par le correspondant à partir de divers documents existants et informations collectées par lui auprès membres.

La synthèse bibliographique a été réalisée de manière analogue.

Une des études a été sous-traitée à un consultant indépendant et les 2 autres par le correspondant de l'observatoire, avec l'appui du SNSA (Service National de Statistiques Agricoles).

La diffusion des publications est encore jugée insuffisante par le correspondant.

♦ **Difficultés rencontrées**

- insuffisance financière pour la réalisation des études de terrain (d'où une difficulté à mobiliser les membres à leur réalisation)
- manque de cadre de concertation entre producteurs et utilisateurs d'informations
- les analyses produites ne sont pas prises en comptes par les décideurs
- insuffisance générale de moyens (logistiques, humains, financiers, techniques)
- forte dépendance du financement extérieure

♦ **Propositions et perspectives**

- doter l'observatoire de moyens de fonctionnement suffisants
- assurer une bonne formation des cadres chargés de piloter cet outil
- réviser à la hausse le budget des études
- assurer la connexion du correspondant à internet

Pour le réseau régional :

- harmoniser la structure des différents observatoires nationaux
- harmoniser les programmes de travail et les appuis apportés aux observatoires
- organiser des concertations périodiques entre les différents observatoires
- élargir le réseau aux différents pays de la sous-région

2.1.2 Mali

♦ **Montage institutionnel (cf. encadré)**

Né en 1999, le Réseau national sur la filière riz est un cadre de concertation ouvert à l'ensemble des acteurs de la filière. Il est composé de deux organes : un organe d'animation dénommé « Comité d'animation » et un organe de coordination assumé par l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM). Le coordonnateur en a été Gagny Timbo, puis Abdoulaye Keita, à partir du 2^{ème} semestre 2001.

La structure institutionnelles du Réseau Riz au Mali

Le **comité d'animation** est composé de :

- La Cellule de Planification et de Statistiques (CPS) du Ministère du Développement Rural
- L'Institut du Sahel (INSAH)
- L'Institut d'Economie rurale (IER) à travers son programme Economie des Filières (ECOFIL)
- La Direction Nationale d'Appui au Monde Rural (DNAMR)
- La Direction Nationale de la Statistique et de l'informatique (DNSI)
- La Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC)
- L'Observatoire des Marchés Agricoles (OMA)
- Le Syndicat des Exploitants de la Zone Office du Niger (SEXAGON).

Il est chargé d'approuver le programme d'activités et le rapport bilan produits par la coordination du réseau, de définir les tâches de chacun des membres et de suivre leurs exécutions. Un comité de lecture du bulletin est désigné en son sein.

Les réunions du comité sont convoquées et présidées par le Secrétaire Général de l'APCAM ou son adjoint.

La **coordination** du réseau assure le secrétariat des réunions du comité d'animation et de toutes les activités menées par celui-ci, coordonne les activités des membres du comité d'animation et présente l'état d'avancement des activités et la situation financière du réseau.

Les activités sont exécutées et coordonnées par un conseiller désigné par le Président de l'APCAM.

♦ **Réalisations**

a) Première convention (nov. 99 à juin 2000 : 35 000 FF).

Prévu :

- réunions du comité d'animation
- organisation d'ateliers méthodologiques
- atelier national
- collecte et diffusion des informations sur la filière riz

Réalisé :

- réunions du comité d'animation : 14/7 et 29/12/1999; 30/3, 13/4 et 6/5/2000
- atelier méthodologique (14/4/00) : bilan de la campagne 99/2000 et méthodologies de calcul des coûts de production et d'estimation de rendement.

b) Deuxième convention (mars à sept. 2001 : 20 000 FF, dont 13 000 FF non utilisés)

Prévu :

- réunions du comité d'animation
- organisation d'un atelier des membres du réseau
- 2 bulletins

Réalisé :

- réunions du comité d'animation : 03/7, 7/8, 23/8/2001 (préparation du bulletin n°0, constitution d'un comité de rédaction).
- 1 bulletin n°0 (diffusé à 500 exemplaires)

♦ **Difficultés rencontrées**

- signature tardive des conventions
- faible disponibilité des membres du comité d'animation
- faible capacité des membres à produire des articles « communicatifs »

♦ **Propositions et perspectives**

- équiper la coordination en équipement informatique et moyens de travail adéquat
- favoriser les rencontres et échanges entre observatoires nationaux
- soutenir la formation des membres du comité d'animation dans le domaine de la communication
- renforcer la capacité des observatoires à faire face aux besoins d'information sur les filières

Pour la pérennisation des activités du réseau, il a été demandé à la coordination de s'informer sur les possibilités qu'offre le financement de l'Union Européenne (8^e FED) relatif au système d'information de la filière riz.

2.1.3 Sénégal

♦ **Montage institutionnel (cf . encadré)**

L'ONRS, créé officiellement en décembre 1999, rassemble une quarantaine d'institutions publiques et privées concernées par le riz ; il est rattaché à l'UPA (devenu la DAPS en 2001). Abdoul Aziz Gueye en assure la coordination.

La structure institutionnelle de l'Observatoire du riz au Sénégal (ONRS)

Le **comité de pilotage**, composé de :

- L'Unité de Politique Agricoles (UPA) et la Division des Statistiques Agricoles (DISA), fusionnées en 2000 dans la Direction analyse, prévision et statistiques (DAPS), du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
- L'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA)
- Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP)
- La Direction du Génie Rural (DGR)
- La Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED)
- La Société de Développement Agricole et Industriel (SODAGRI)
- La Cellule de Gestion et de Surveillance des Marchés du Riz (CGSMR ou SIMRiz)
- Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)
- Le Comité interprofessionnel riz (CIRIZ)
- L' Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal (UNACOIS)
- Les association de consommateurs (ASCOSEN, ASDEC, CONAC)

Il est chargé de définir les orientations, le programme d'activités et les modalités d'exécution, puis de l'évaluation des résultats.

La **Cellule de Coordination**, rattaché à la DAPS (ex-UPA) du réseau, est chargée de l'exécution des tâches identifiées par le Comité de pilotage : collecter, traiter, diffuser les informations relatives à la filière, en relations avec les partenaires de l'observatoire ; organiser les rencontres entre acteurs de la filière.

Elle comprend 1 coordonnateur, 2 experts assistants, 1 comptable-secrétaire (nommés par le directeur de la DAPS).

♦ Réalisations (cf. Bilan d'exécution de l'ONRS, en annexe)

Synthèse bibliographique sur l'impact de la libéralisation de la filière riz + diagnostic de l'existant documentaire et des indicateurs collectés (documents préparatoires à l'atelier de lancement ; août 1999)

1^{ère} convention (octobre 99 à juin 2000, 35 000 FF, dont 5 000 non utilisés) :

- 1^{ère} note de conjoncture + 1 atelier de restitution

2^{ème} convention (OSIRZ / UPA, juil. à dec. 2000, 20 000 FF, dont 3 000 non utilisés) :

- 2^{ème} note de conjoncture

3^{ème} convention (mai à sept. 2001, 30 000 FF, utilisés à 100%)

- 3^{ème} et 4^{ème} note de conjoncture (5^{ème} finalisée en avril 2002)
- 1 contribution au bulletin régional n°1
- 1 étude sur la consommation du riz et des céréales à Dakar et St.Louis (rapport en cours d'achèvement)

♦ Difficultés rencontrées

D'ordre technique :

- Délais souvent longs de signature des conventions de financement entre nos structures et soit le CIRAD, soit OSIRIZ.
- Difficultés dans la collecte des données nationales au niveau de certaines structures.
- Difficultés d'identification des bonnes sources d'informations pour le module sous-régional et quelques autres données sur le marché mondial des intrants.
- Manque de contact périodique entre l'ONRS et les différents acteurs de la filière.
- Difficultés d'accès à internet dans les locaux de la DAPS.

D'ordre institutionnel :

- Arrêté portant création, organisation et fonctionnement de l'ONRS perdu dans le circuit de signature, avec les changements intervenus au niveau de la primature.
- Souplesse dans le fonctionnement de l'ONRS préconisée par l'atelier de lancement, non matérialisée

D'ordre financier :

- Souplesse dans la gestion de l'ONRS préconisée par l'atelier de lancement, non matérialisée.

- Délais de virement des fonds quelquefois trop longs.
- Versement des dernières tranches du financement effectué à posteriori (après réalisation dépenses). Exemple : enquête consommation riz des ménages à Dakar et St-Louis.

♦ Propositions et perspectives

D'ordre technique :

- Périodicité effective de diffusion des bulletins (trimestrielle en principe) à maintenir avec possibilité de diffusion de notes thématiques et de contributions provenant de divers partenaires individuels sous la rubrique de type « point de vue ».
- Création d'un site Web du réseau pour permettre un accès facilité à la base de données ainsi que de la concrétisation de l'interconnexion en réseau sous régional.
- Etudier la possibilité de transcription de la Note de Conjoncture en langues nationales en vue de faciliter la prise de décision à la base (producteurs, commerçants, etc.) et d'impliquer les médias pour une diffusion élargie.
- Redynamisation du comité de pilotage de l'observatoire pour faire valider le contenu des Notes de Conjoncture tant sur le fond que sur la forme et pour assumer son rôle d'orientation et de supervision des activités de l'observatoire.
- Formalisation de la collaboration avec les différents partenaires par un document contractuel.
- Désignation de personnes « relais » dans les différentes structures opérationnelles et nécessité de les regrouper périodiquement dans des rencontres d'échanges et d'harmonisation des informations.
- Renforcement des capacités des cellules de coordination des observatoires en gestion et exploitation des bases de données et en écrits scientifiques et techniques.
- Etudier la possibilité de mettre à la disposition des observatoires un minimum d'équipements à définir, par les directions abritant ces observatoires ;
- Renforcement des capacités d'échanges entre les différents observatoires au sein d'un réseau fonctionnel et efficace.
- Appuyer les principaux bénéficiaires des informations publiées par les observatoires pour une meilleure appropriation de ces dernières

D'ordre financier

- Etudier la possibilité d'appui des personnes « relais » de l'ONRS pour plus de motivation ;
- Afin de réduire les délais de virement des fonds, étudier la possibilité de collaboration directe entre l'ONRS et la Représentation Régionale du CIRAD ;
- Etudier la possibilité d'augmenter la durée des conventions de financement selon une fréquence annuelle ou pluriannuelle.
- Engager la réflexion pour le financement de manière durable des activités de l'ONRS et une meilleure appropriation par les bénéficiaires

D'ordre institutionnel

- Renforcer la souplesse dans le fonctionnement et la gestion de l'ONRS

2.1.4 Animation régionale

♦ La coordination régionale du projet

Elle a été assurée par le CIRAD (Patricio Mendez del Villar, Ellen Hanak, Hélène David-Benz). Les appuis ont consisté en :

- Liaisons régulières avec les coordonnateurs nationaux par courrier électronique
- Appui rédactionnel aux différents documents produits par les observatoires et
- Echange méthodologique pour les enquêtes sur la consommation réalisées en Guinée et au Sénégal (échantillonnage, questionnaires).
- Missions d'appui : ateliers de démarrage (E. Hanak et P. Mendez del Villar, 1999), atelier méthodologique au Mali (E. Hanak, avril 2000), missions d'appui en Guinée (février 2001, E. Hanak et H.David), au Mali (mai 2001, H.David)
- Suivi des activités de l'ONRS par Hélène David, en poste au Sénégal

- Transmission de documents (notes mensuelles sur le marché mondial du riz rédigées par Patricio Mendez del Villar)

♦ Bulletins régionaux

Il sont réalisés par le CIRAD, avec la contribution des coordonnateurs nationaux.

- Bulletin régional n° « zéro », préparé en juin 2000 pour servir de maquette à une publication conjointe régulière des observatoires : 1 présentation du réseau et de chaque observatoire national, 1 article sur la place de l'Afrique de l'Ouest dans le marché du riz, 1 sujet d'actualité par pays (issus des bulletins)

- Bulletin régional n°1, réalisé en septembre 2001. 1 article sur la conjoncture du marché international et 1 thème fédérateur (les systèmes de protection à l'importation et les implications des accords de l'OMC, de l'UEMOA ou de la CEDEAO sur leur évolution). La Guinée et le Mali, où les coordonnateurs ont participé aux réflexions récentes sur ces questions, ont fournis des contributions en ce sens. Pour le Sénégal, une contribution plus générale sur la situation de la filière riz a été préparée.

Ce bulletin a été diffusé :

- . par courrier électronique (65 destinataires)
- . en bulletin papier (400 ex.)

Les échanges transversaux entre observatoires nationaux ont été jusqu'à présent très limités.

Les bulletins nationaux ne sont pas systématiquement échangés entre les pays.

Une rencontre entre les coordinateurs était prévue lors de l'atelier méthodologique organisé par le Mali, mais pour des contraintes de déplacements ils n'ont pu se retrouver en même temps à Bamako.

2.2 Acquis du programme APM

Remarque : Le volet café cacao a essentiellement constitué en la réalisation d'un séminaire de formation. Ces activités ont mis en lumière la grande disparité des contextes dans lequel évoluent les filières nationales, et les inégalités des niveaux d'organisation des O.P. concernées. Ces premières actions n'ont par conséquent pas encore pu déboucher sur une proposition de projet adapté à la diversité de ces contextes.

2.2.1 Le volet Coton

Il s'agit du volet le plus avancé en termes de mise en réseau des organisations paysannes concernées à l'échelle de l'Afrique subsaharienne et d'appropriation de l'observatoire par ses utilisateurs ; il peut, de ce fait, servir de référence à des initiatives de même inspiration (projet APM Riz notamment).

Depuis son lancement en novembre 1997 à Bamako au Mali, l'Observatoire Coton a publié huit numéros de l'Echo des cotonniers. Il a également apporté des appuis (techniques et financiers) aux cellules nationales de correspondants et aux organisations paysannes cotonnières membres. L'évaluation à mi-parcours du dispositif a été faite lors de la réunion des correspondants en janvier 1999 à Saint-Louis au Sénégal. Déjà exprimé lors de cette dernière rencontre, l'intérêt des responsables paysans pour ce dispositif a été réaffirmé au cours de la réunion de Bohicon au Bénin du 27 au 31 mars 2000. A cette occasion, les cotonniers africains ont souhaité un élargissement des services de l'Observatoire et ont amorcé un processus d'appropriation de l'outil, même s'ils sont conscients que les appuis extérieurs sont indispensables dans une période transitoire.

Ainsi ils ont avalisé les résultats de la phase expérimentale et ils considèrent l'observatoire comme la seule structure capable de mettre à leur disposition une information et une expertise indépendantes sur les filières cotonnières en Afrique. L'observatoire coton a été transféré des ONG françaises d'appui au siège de la FUPRO6 au Bénin, dans le cadre d'APM Afrique. Les OP ont également collaboré en apportant une expertise sous forme de séminaires de formation et de missions d'appui conseil auprès d'organisations paysannes associées à APM Afrique.

⁶ Fédération des Unions des Producteurs du Bénin

2.2.2 Le volet Riz

Dans le cadre des trois volets du programme, des séminaires de formation ainsi que des livrets de diffusion grand public ont été réalisés. Nous nous concentrerons ici sur les produits relatifs au volet riz.

Un premier séminaire régional de formation, rassemblant les représentants des OP bénéficiaires des différents pays concernés par le programme et des membres d'APM, s'est tenu en mai 1997 à Saint Louis (Sénégal). A l'issue de ce séminaire, un document en deux tomes a été rédigé et largement diffusé. Il reprenait essentiellement le compte rendu des travaux de ce séminaire, qui avait permis de confronter la perception de quelques spécialistes des filières rizicoles et celle des organisations représentatives des producteurs de ces filières, sur les questions de formation des prix et de fonctionnement des marchés au niveau national et international. Les premières étapes qui ont fait suite au séminaire de formation ont consisté en :

- la rédaction de livrets pédagogiques, sur les thèmes suivants : calcul des coûts de production, fonctionnement des marchés nationaux du riz (cas du Sénégal et du Mali), le marché international du riz,
- l'élaboration de maquettes d'outils de simulation s'adressant aux responsables d'organisations paysannes sur les thèmes suivants : les coûts de production et l'élaboration des coûts et marges aux différents stades de la filière. Ces outils permettent également de comparer la compétitivité des filières locales au regard du prix de revient du riz importé sur le marché international.

3. Enseignements des premières phases des deux programmes

3.1 Observatoires

3.1.1 Ancrage institutionnel et coordonnateur : des choix déterminants

Les objectifs et les principes de fonctionnement des 3 observatoires nationaux sont similaires, mais le niveau des résultats est très hétérogène.

- En Guinée, où l'observatoire bénéficie de son insertion dans le PASAL, la production d'information est régulière et diversifiée, avec la diffusion de 6 bulletins et la réalisation de 2 études de terrain depuis le démarrage. Ces résultats sont à attribuer essentiellement à l'engagement du coordonnateur.

- Au Sénégal, 4 notes de conjonctures ont été réalisées ainsi qu'une étude de terrain, malgré un contexte institutionnel moins favorable : démarrage plus tardif en 2000, restructuration de l'UPA en DAPS (avec une longue période de transition non opérationnelle), changement de direction. Ces résultats sont en fait en grande partie à mettre à l'actif du coordonnateur, bien qu'il soit épaulé par une cellule de coordination.

- Au Mali, un seul bulletin a été produit en fin de 2^{ème} phase, constitué en majorité de contributions de l'AT du MAE en poste à l'INSAH. L'organisation, en 2000, d'un atelier méthodologique et de bilan de campagne est toutefois à souligner.

Le choix de la structure de coordination (qui a pourtant été le fait d'une décision collective au cours de l'atelier de lancement), comme du coordonnateur, semble ici poser problème (le coordonnateur a d'ailleurs été changé au cours du 2^{ème} semestre 2001).

⇒ L'ancrage de l'observatoire auprès d'une structure qui assure elle-même une fonction de collecte et/ou analyse d'information sur la filière apparaît indispensable. Le choix d'un coordonnateur dynamique ayant une capacité suffisante d'analyse et de rédaction est également déterminant.

3.1.2 Les contraintes d'un financement discontinu

Le fonctionnement des observatoires nationaux ne nécessite qu'un budget relativement réduit mais une succession de petits financements ne peut permettre d'espérer des résultats satisfaisants. L'accumulation des délais administratifs de part et d'autre a conduit à une disponibilité effective des budgets très discontinue. Dans ces conditions, il est évidemment très difficile de maintenir la mobilisation des différents membres du réseau. Ceci a été particulièrement pénalisant au Mali et au Sénégal, où l'observatoire est hébergé par des structures qui n'assurent pas une collecte et une synthèse régulière de l'information (même si cela est officiellement dans leur mandat...) et qui ont disposé au cours des dernières années de faibles ressources financières.

- ⇒ Un financement sur plusieurs années apparaît indispensable à la consolidation et l'extension régionale des observatoires.

3.1.3 Des difficultés de mise en œuvre du concept de réseau

En Guinée, si les résultats sont à saluer en terme d'information produite, ils sont essentiellement le fait du PASAL. La participation des autres institutions membres reste limitée, ainsi que la fonction de l'observatoire comme moteur de concertation au sein de la filière.

Au Sénégal, l'observatoire fonctionne également dans les faits essentiellement grâce à son coordonnateur, et la contribution des différents membres est faible. Des stratégies de concurrence entre institutions limitent même l'accès à l'information.

Au Mali, l'intérêt des différents membres est manifeste mais faute de « moteur », chacun est resté sur l'expectative. La préparation du bulletin n°0 semble toutefois avoir suscité un certain sursaut (constitution d'un comité de rédaction composé de personnes de différentes institutions, propositions de contribution pour le n° suivant, contact avec l'AOPP pour assurer une large diffusion auprès des OP).

Les observatoires ont tendance à être considérés comme les produits de chacune des 3 institutions qui les hébergent, et non comme un produit collectif des différentes membres. Le regroupement de l'information se fait dans le meilleur des cas grâce à un travail de collecte du coordonnateur ; la transmission spontanée par l'ensemble des membres semble loin d'être acquise.

- ⇒ Des mécanismes incitatifs de fonctionnement doivent être définis pour inciter les différents membres des observatoires à participer plus activement.

Très peu d'ateliers d'échanges / discussions sur les thématiques de fond ont été organisés.

- ⇒ La place des observatoires par rapport aux autres instances de concertation existantes sur la filière riz doit être précisée.

3.1.4 Une faible implication des organisations professionnelles

Au Mali et au Sénégal, des représentants d'organisations professionnelles ont participé aux ateliers de lancement et à quelques réunions ou ateliers ; mais les OP sont restées peu impliquées et dans les 2 pays une seule organisation de producteurs a été concernée (il s'agissait toutefois d'organisations faitières). En Guinée, l'observatoire a d'emblée ciblé essentiellement les institutions publiques (la faible structuration des organisations professionnelles agricoles au moment de la création de l'observatoire explique en grande partie cette spécificité).

Au Sénégal et en Guinée, la diffusion des bulletins auprès des OPA a été très faible. Une diffusion plus large a par contre été faite du bulletin du réseau riz du Mali, notamment via l'AOPP et les délégations locales des chambres d'agriculture.

- ⇒ Viser les OP parmi le public cible implique des mécanismes de fonctionnement spécifiques qui facilitent leur participation (prenant en compte les contraintes de dispersion géographique, de communication, de langue, de niveau de compréhension...)
- ⇒ Une plus large diffusion des informations produites par les observatoires aux OP est nécessaire. Mais la diffusion à elle seule ne sera pas suffisante pour une bonne appropriation et utilisation de cette information.

☛ Quelques recommandations de fonctionnement

Pour une participation plus active des membres

- . Etablir un calendrier semestriel ou annuel de rencontres (préparation de chaque bulletin avec identification du contenu et des contributions ; débat après la parution de chaque bulletin ; bilan de campagne ; présentation/débat des études significatives réalisées par l'observatoire ou une des institutions membre)
- . Systématiser l'envoi de toute publication significative de l'une des institutions membre aux coordonnateurs nationaux.
- . Inclure des contributions écrites directes des différents membres dans les bulletins.
- . Faciliter l'appropriation de l'observatoire par l'ensemble des institutions membres en les faisant plus explicitement apparaître dans les documents produits.

Pour une participation accrue des organisations professionnelles :

- . Cibler un nombre plus important d'entre elles comme membres des observatoires
- . Prendre en compte leurs contraintes logistiques lors de l'organisation des rencontres.

Auto-évaluation périodique (annuelle ?), par l'ensemble des membres, permettant de faire évoluer le mode de fonctionnement (pouvant aller jusqu'au changement de structure de coordination et/ou coordonnateur).

Animation régionale

- . Systématiser l'envoi des bulletins nationaux aux observatoires des autres pays (en nombre suffisant pour diffusion auprès de l'ensemble de leurs membres).
- . Identifier des thèmes transversaux communs pour les bulletins régionaux suffisamment à l'avance pour générer une véritable réflexion commune.
- . Prévoir l'organisation de rencontres périodiques entre les observatoires.

3.2 Programme APM Riz

Les travaux menés jusqu'en 2000 par APM et ses partenaires ont permis de mieux analyser les diverses problématiques de ce sous-secteur en Afrique, et aux responsables des organisations paysannes de préciser leurs attentes pour une poursuite du projet, s'inspirant notamment des acquis du volet coton. L'élaboration d'une proposition de projet a été élaborée en tenant compte des expériences acquises lors de la première phase expérimentale (Projet de renforcement des capacités des organisations des producteurs des filières riz d'Afrique de l'Ouest et du Centre dans le domaine des politiques agricoles et des marchés).

3.2.1 Toucher plus de producteurs et de responsables paysans

Au delà de la formation directe, mais qui n'a bénéficié qu'à un effectif confidentiel, des responsables des OP et membres d'APM, il apparaît rapidement nécessaire de mettre en place des dispositifs et des moyens permettant de toucher plus de responsables et les membres des O.P., et donc de renforcer les capacités d'un éventuel programme dans le domaine de la diffusion des informations et des formations à un public plus large.

Un éventuel impact du programme sur les processus d'élaboration des politiques rizicoles et le renforcement des OP dans les filières est à ce prix. De même que la capacité de cette approche à susciter l'émergence de nouveaux responsables paysans aux compétences accrues.

Ceci implique de mettre au point une palette d'outils pédagogiques (livrets de formateurs, outils de simulation) et de diffusion différenciés (affiche, poster, cassette vidéo), dont la forme et le contenu est adapté à la diversité des interlocuteurs.

3.2.2 L'importance d'avoir des OP structurées avec des représentants légitimes

L'existence d'O.P. structurées avec lesquelles travailler est primordiale pour que le programme puisse trouver un ancrage suffisamment fort et autonome dans chacun des pays. Dans le même registre, les responsables paysans ou les bénéficiaires des programmes doivent jouir d'une reconnaissance technique forte de la part de leurs pairs pour pouvoir être porteurs des messages de la base et restituer les connaissances qu'ils auront acquises.

De ce point de vue, le programme, qui n'a pas pour but de susciter la création d'O.P., travaillera en priorité avec des organisations déjà existantes, que celles-ci soient de dimension faîtières, ou qu'elles bénéficient d'une légitimité plus localisée. Par contre, un tel programme doit leur permettre progressivement d'améliorer leur structuration, à travers l'acquisition de compétences nouvelles grâce aux formations et aux échanges.

3.2.3 La difficulté pour les OP à générer des ressources propres pour faire fonctionner le réseau

L'expérience du réseau coton montre la difficulté pour des O.P. ayant des capacités limitées en ressources humaines et financières de construire des dispositifs nationaux et régionaux indépendants de prestations de services en formation et information. Les contributions financières et les apports d'expertise externes constituent une réalité susceptible de perdurer encore longtemps. Tout l'enjeu du programme réside donc dans la construction de mécanismes permettant aux O.P. de garder la maîtrise sur l'indépendance du dispositif malgré le faible niveau, bien que réel, de leur contribution directe.

Les acquis issus des formations et la création d'instances transparentes de décisions sont les deux moyens qui permettent de construire cette autonomie. La possibilité de rendre les O.P. directement gestionnaires des fonds (ou partie des fonds) est également une option à envisager.

3.2.4 Etablir des articulations avec les initiatives régionales en cours (ROPPA⁷)

La construction du réseau APM et la conduite des programmes filières riz et coton sont le reflet d'une période où les O.P. étaient peu structurées au plan régional. Elles n'avaient de ce fait aucune instance de concertation entre elles, ni de lieu de négociation où elles étaient reconnues en tant que représentantes du monde paysan.

Le contexte a heureusement évolué depuis 2 ans avec l'émergence du ROPPA qui acquiert progressivement sa légitimité à participer aux débats régionaux sur les politiques agricoles et des échanges, notamment au niveau de l'UEMOA.

Le développement du programme APM n'entend plus se concevoir sans articuler ses travaux avec ceux du ROPPA, d'autant que nombres des responsables paysans qui ont participé aux activités APM riz et coton sont eux-mêmes membres du ROPPA. Des contacts seront donc établis dans ce sens.

L'enjeu du rapprochement du programme riz APM avec le ROPPA est aussi de trouver les appuis nécessaires pour pallier aux difficultés mentionnées ci-dessus relatives à l'animation du réseau par les O.P.

⁷ Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest

2^{EME} PARTIE : SYNTHESE DES DEBATS DE L'ATELIER ET ANALYSE

Cette partie reprend les éléments de discussion développée par les participants lors de l'atelier (on se reportera également au relevé de conclusion en annexe) et présente dans le même temps des analyses complémentaires utiles à la réflexion pour la mise en œuvre d'un futur projet.

On se reportera au schéma en annexe présentant de façon simplifiée l'ensemble d'un dispositif possible de fonctionnement d'un observatoire des filières riz, faisant apparaître les trois blocs de fonction d'un tel dispositif :

- le cycle de production de l'information
- la concertation
- les dispositifs d'accompagnement

1. L'information

1.1 Remarques liminaires

- L'idée de la création des observatoires part d'un besoin et d'un constat :
 - Le besoin des acteurs et des différents partenaires des filières, dans un contexte libéralisé, d'accéder aux informations nécessaires pour aider à la prise de décision, que celle-ci soit politique, économique ou technique. La masse d'information nécessaire à l'amélioration du pilotage des filières, tant sur un plan technico-économique que politique, nécessite de faire appel à des dispositifs adaptés
 - Le constat de la carence de cette information. Les informations sont parfois nombreuses et très variées. Mais l'ensemble est hétérogène, parcellaire, d'une qualité parfois toute relative. Les modalités de diffusion ne sont pas toujours adaptées ou n'existent pas. Peu transparente, elle est donc difficilement mobilisable par les différents acteurs.

S'y est progressivement substitué un assemblage parfois hétéroclite et cloisonnée d'informations issues de programmes et projets dont la fourniture d'information n'est pas toujours la fonction principale.

Ce cloisonnement peut résulter :

- De stratégies et cultures internes résultant d'ancrage institutionnel qui ne facilite pas les échanges (sociétés d'aménagement, projets et programmes, services statistiques de l'agriculture, recherche, douanes, ...),
- De la diversité des objectifs des systèmes d'informations : par exemple, suivi des réalisations (superficies aménagées), de résultats (productions annuelles), de performances (prix de mise sur le marché, part de marchés) d'impacts (effets macro-économiques, revenu des acteurs, compétitivité de la filière), de l'environnement (les mesures politiques),...
- De l'échelle d'analyse : de l'agent (le producteur, le commerçant) à la collectivité (les organisations), du local (marchés de collecte) à l'international (les marchés internationaux) en passant par le national et le sous-régional (pays voisins).
- De la diversité des bénéficiaires : grand public (les SIM), les décideurs politiques, les bailleurs, les opérateurs.
- Des méthodes de mesures propres à chaque dispositif : par exemple, divergence sur les définitions des unités domestiques pour la caractérisation de l'exploitation agricole, ou de la parcelle, évaluation de la production à partir de carrés de rendement ou de la production sortie de la parcelle.

- Cette situation pose donc la question de la cohérence des informations et analyses qui fondent les orientations de la politique sectorielle publique et de la qualité de ces dernières. Dans ce contexte, le poids de lobbies particuliers capable d'influencer et de mettre en œuvre des choix politiques en fonction de leurs intérêts spécifiques apparaît parfois déterminant dans les processus d'élaboration des politiques.

Face à ce constat, il est donc souhaitable de rendre l'information existante plus conforme aux besoins des utilisateurs, et la rendre disponible afin d'alimenter les processus de décisions d'action, par :

- Une meilleure coordination entre les partenaires et acteurs du développement des filières
- Les échanges d'informations entre programmes, bailleurs et acteurs afin de construire une base d'information commune nécessaire au pilotage des interventions dans les filières.
- La connaissance de l'ensemble des interventions et des acteurs opérant dans les filières

1.2 La définition des besoins par les utilisateurs des dispositifs d'information

1.2.1 La concertation comme principe préalable au lancement de toute activité

Il est bon de réaffirmer que la notion d'observatoire fait appel à la concertation comme principe préalable au lancement de toutes activités (collecte, analyse et diffusion de l'information, puis débat). Il s'agit donc d'utiliser ou d'instituer des cadres de concertations entre les utilisateurs, pour déterminer l'exacte étendue de leurs besoins (contenu et forme⁸), et les producteurs de l'information, afin de préciser la capacité de ces derniers à y répondre en fonction de leurs compétences et ressources.

Concrètement, pour chaque dispositif, il faut donc définir l'objet de l'observation : c'est le groupe des demandeurs, utilisateurs des observatoires qui, dans l'idéal, devrait préciser l'objet de la demande. Or, le constat général pour les trois observatoires est la faible activité des réseaux des membres partenaires dans ce travail préliminaire. Ainsi comme il a été souligné plus haut le type d'informations produites actuellement par les observatoires et la façon dont elles sont diffusées, sont surdéterminés par les caractéristiques de l'institution à laquelle ils sont rattachés.

En ce qui concerne le riz :

- L'observatoire de Guinée a déjà mené un certain nombre d'activités significatives, mais sa pratique de l'investigation pour l'action trouve son origine dans l'histoire d'un projet d'appui à la sécurité alimentaire⁹ avec des commanditaires et financeurs d'études externes au réseau. Il en résulte une propension à porter l'accent sur la production d'information inédite et dans une moindre mesure sur l'activité de collecte, de synthèse et de diffusion de l'information existante.
- Le cas du Mali présente une situation inverse. L'observatoire est hébergé par l'APCAM, structure qui en est encore au stade du lancement de ses activités. L'Observatoire s'appuie sur un réseau, potentiel, de partenaires des acteurs de la filière, tous destinataires des bulletins de l'observatoire, et susceptibles de participer à l'orientation des activités. Par contre, l'activité limitée de l'observatoire témoigne de cette absence de pratique qui caractérise l'Observatoire de Guinée. Il faut noter que le système d'information prévu dans le programme d'appui à la filière riz du 8^{ème} FED devrait pouvoir renforcer cette dynamique nationale. La mise en cohérence de ces 2 initiatives, dont les objectifs sont très proches et qui concerne les mêmes institutions, sera essentielle.

⁸ Par forme, on entend le type de produit : rapport d'étude, note de conjoncture...et non aux adaptations pédagogiques pour le rendre appropriables.

⁹ Le PASAL

- Au Sénégal, l'Observatoire est logé à la DAPS, en charge des statistiques et de la planification agricole, ce qui lui confère une aptitude certaine à centraliser les informations provenant de différentes sources. Par contre, l'organisation de la concertation reste à développer.

L'exemple du réseau APM Coton (Observatoire international du Coton) confirme cette situation, où la difficulté de l'organisation de la concertation entre O.P., entraîne une certaine substitution de la part des opérateurs d'appui.

1.2.2 Une information de base régulière et des analyses thématiques

L'information, que ce soit dans le cadre des Observatoires paysans ou statistiques, peut être abordée sous forme de :

- dossiers thématiques ou analyses sur la structure du secteur et le contexte macro-économique : le marché des engrais, l'accès au crédit, la politique d'aménagement, la protection des marchés, ...
- informations régulières sur la conjoncture : indicateurs du fonctionnement de la filière, tendances des marchés, niveaux de protection en vigueur,...

Il convient alors d'élaborer une liste minimale d'informations régulières à produire, commune à l'ensemble des pays membres des réseaux régionaux, selon des modalités d'analyses similaires afin de rendre les comparaisons possibles. Ceci doit se mener sans perdre de vue les contraintes qui pèsent sur les observatoires, à savoir la faiblesse des ressources humaines et financières, et la rareté des partenaires d'appui dans les pays.

☛ Indicateurs clé

(à mettre à jour dans chaque bulletin ou annuellement, selon les cas)

- Evolution des surfaces, rendements et volumes de production de riz au cours des 5 dernières années, par grande zone de production ou type de riziculture
- Evolution des volumes d'importations de riz au cours des 5 dernières années
- Dernier bilan céréalier
- Evolution de la moyenne mensuelle du prix du riz importé et du riz local au consommateur (qualités les plus consommées) au cours des 2 dernières années.
- Prix des engrais pour la dernière campagne, dans les principales zones de production
- Taux de protection en vigueur (détaillé)

1.2.3 Quelle réponse aux besoins spécifiques exprimés par les opérateurs privés ?

Parmi l'ensemble des acteurs et partenaires des filières, les Organisations de producteurs sont sans doute les plus mal loties. La faiblesse de leur structuration institutionnelle, notamment en Guinée¹⁰, et l'atomisation de la production qui se traduit par une dispersion de leur force économique dans la filière sont deux éléments importants expliquant cette dissymétrie d'accès à l'information. De fait, les besoins en information exprimés par les O.P. sont étendus, en témoigne le tableau ci-dessous, et il est clair que les Observatoires statistiques des filières riz n'ont pas vocation à les couvrir tous. Leur rôle spécifique par rapport aux autres systèmes d'information existants (type SIM notamment) doit être pris en compte : la vocation et les moyens de l'observatoire visent la diffusion d'une information analysée et ciblée et non la diffusion à un rythme rapide d'information brute destiné à un public large non identifié.

Reste cependant le problème de la couverture des autres besoins exprimés par les O.P. qui pourront être couverts soit par des dispositifs complémentaires d'information, soit par la mise en place de

¹⁰ Signalons qu'au Mali et au Sénégal, la politique de transfert des compétences des Etat vers le secteur privé a imposé aux producteurs de riz sur les grands aménagements d'organiser la gestion de l'eau, l'achat des intrants, etc..., ceci induisant bien sûr leur forte structuration.

moyens d'accompagnement (formation) permettant de tirer parti des informations produites par d'autres structures que les Observatoires.

Les besoins en information exprimés par les OP lors de l'atelier

- Amont : les possibilités et les conditions d'accès aux intrants, aux équipements agricoles, au crédit, en créant notamment un référentiel de comparaison (prix dans les différentes régions, dans les pays voisins, sur le marché international)
- Production : informations techniques relatives à l'amélioration de la production : accès au conseil agro-économique sous toutes ses formes (organisation des échanges entre producteurs, lien avec les services d'appui-conseil, travail en collaboration avec la recherche) ; information économique sur les coûts de production
- Transformation et transport :
 - coût et conditions d'accès des équipements et des services
- Commercialisation :
 - la connaissance des prix, des tendances des marchés dans les différentes régions du pays, dans les pays de la sous-région, sur le marché international
 - la connaissance des préférences des consommateurs afin d'adapter la production
- L'environnement institutionnel : les politiques sectorielles officielles nationales et régionales :
 - l'appui à la production : crédit, intrant, etc.
 - les politiques commerciales et d'échanges (prix plancher, contrôle des importations)
 - les lois de structures : législation associative, foncier,...

1.3 Les modalités de collecte et d'analyse des informations

1.3.1 Les enjeux de la clarification des fonctions dans le domaine de la production de l'information

Les débats de l'atelier ont montré que dans certains cas, il existait une certaine rivalité quant à la divulgation ou la transmission des informations des structures spécialisées aux observatoires. Il est vraisemblable que dans un contexte de rareté de la ressource financière, la fonction de production d'information joue comme un garant d'identité ou de pérennité institutionnelle. Si les Observatoires apparaissent parfois comme une structure concurrente, c'est qu'un travail de clarification des objectifs reste à faire. Il faut effectivement absolument éviter la confusion entre observatoires et services statistiques, les premiers valorisant le travail des seconds en créant une valeur ajoutée à la fois en diffusant les données et en développant des analyses spécifiques, ceci en citant explicitement les sources afin d'éviter les problèmes d'appropriation.

Sur le strict plan de l'information, la fonction organique des observatoires (ce n'est pas la seule) est de centraliser, analyser, restituer la synthèse de ces informations. Ce premier travail permet dans un second temps aux observatoires d'identifier les déficits d'informations, de déceler des problématiques nouvelles, et de là susciter les études nécessaires. Dans certains cas, les observatoires ont mené eux-mêmes ces nouvelles études. Sans remettre en cause leur pertinence, ni le contexte spécifique de chaque pays qui explique grandement cette pratique, il convient de s'interroger, au plan du concept de l'outil « observatoire », s'il n'y a pas là un risque de confusion des rôles entre chaque structure (observatoires et producteurs d'information de première main, de type statistique).

1.3.2 Fonds d'étude et modalité de leur mise en place

On peut approfondir la réflexion plus avant que cela ne l'a été fait lors de l'atelier.

En terme de pratiques, il est absolument nécessaire que les observatoires ne se substituent pas aux autres structures existantes de production de l'information, mais jouent un rôle de catalyseur pour identifier les déficits d'information. Si des enquêtes complémentaires peuvent être financées grâce à

un volet « études » des observatoires qui serait mis en place pour le besoin, elles ne doivent pas être réalisées par la seule structure de coordination ; il est essentiel que les institutions concernées par le sujet traité soient directement impliquées (de la conception à la réalisation), ce qui apparaît logique compte tenu du fait que les savoir-faire sont bien souvent ceux des structures existantes, les observatoires n'ayant pas ou peu de ressources humaines propres.

Ceci met une nouvelle fois en exergue le besoin de s'appuyer sur un réseau de partenaires fort capable de choisir le type de production d'information et d'analyse complémentaire à mener, d'en déléguer la coordination de la mise en œuvre à l'Observatoire et de vérifier a posteriori la bonne utilisation des fonds prévus à cet effet.

1.4 Les modalités de diffusion : quel public et quel contenu

- **Observatoires**

Une autre fonction essentielle des Observatoires réside dans la diffusion de l'information. Même en Guinée où le dispositif de centralisation et d'analyse de l'information est à l'heure actuelle le plus efficient, les difficultés pour diriger l'information vers les utilisateurs, qu'il s'agisse des décideurs politiques ou des opérateurs de la filière, pose le problème du ciblage de l'information, de sa pertinence et de sa forme. Concrètement, on note que :

- Dans aucun des trois pays, les notes d'analyses politiques et autres éléments produits par les Observatoires pour la définition et le suivi des politiques ne sont pleinement utilisés par les décideurs politiques.
- Au niveau des filières, les Organisations socioprofessionnelles apparaissent comme parents pauvres parmi les destinataires des bulletins ce qui traduit bien leur faible reconnaissance institutionnelle par les Observatoires (mis à part au Mali, où une liste de diffusion beaucoup plus large a été élaborée avec l'aide de l'AOPP, mais avec la question de savoir si les chambres d'agriculture sont effectivement des canaux de diffusion efficaces)

- **Outils APM**

Les outils pédagogiques sous forme de livrets de formation de formateurs et les bulletins (dans le cas du réseau Coton) touchent un public trop confidentiel et averti pour avoir un impact réellement significatif, et montre l'importance de développer un travail de fond pour atteindre les responsables des O.P. et une part significative de leurs membres.

- D'autres modes de diffusion seraient à développer : radio (une émission à chaque sortie de bulletin, synthèse des débats lors d'ateliers de thématiques...), notes d'analyse politique plus adaptées aux décideurs politiques, participation à des manifestations type foires, salons de l'agriculture, conception d'outils de grande diffusion notamment pour les membres des O.P (affichettes, cassette audio,...).

Dans le domaine de la diffusion de l'information, il est important de souligner que les observatoires n'ont pas pour vocation de lever seuls l'ensemble des contraintes posées par la diversité des bénéficiaires et de leur capacité à utiliser ces informations. Leur contribution dans ce domaine est avant tout essentielle dans l'organisation de la concertation avec l'ensemble d'entre eux pour la définition des informations à produire, et en second lieu, en adaptant dans la mesure de leurs moyens, les moyens de diffusion aux différents publics cibles.

Le travail à produire en aval pour que les bénéficiaires, notamment les organisations socioprofessionnelles, tirent le meilleur parti en interne des informations, relève plutôt des dispositifs d'accompagnement qu'il est nécessaire de mettre en place (voir paragraphe correspondant).

2. La concertation

Par rapport aux observatoires, on peut distinguer deux types de concertation en fonction de leurs objectifs :

- l'une, interne aux observatoires, relève de la définition de leurs activités et des mécanismes de centralisation de l'information. C'est ce que nous appelons **la concertation en amont** : son importance a été soulignée précédemment au niveau des différents mécanismes d'identification, de collecte, de synthèse et de diffusion de l'information et des analyses. Le résultat de cette concertation préalable est que les dispositifs seront appropriés par les acteurs et partenaires de la filière,
- l'autre, externe aux observatoires, relève du débat d'ordre politico-économique, en vue de la prise de décision. C'est la concertation ou **la valorisation en aval**. Ici, peu ou pas d'activités ont été initiées par les observatoires dans ce domaine, mais il convient de clarifier les fonctions de l'observatoire sur cet aspect.

2.1 La concertation en amont

L'enjeu est ici de parvenir à la participation de l'ensemble des membres à l'orientation des activités et à la fourniture d'information (préparation des bulletins et études thématiques).

Quelques résolutions pour une meilleure concertation « amont »

- Comité de pilotage : 2 correspondants doivent être identifiés par institution membre, pour personnaliser le contact.
Toute réunion du Comité de pilotage doit faire l'objet d'un compte rendu écrit (par la Cellule de coordination), diffusé à tous les membres
 - Cellule de coordination : afin d'éviter d'associer l'observatoire à la seule institution qui en abrite la coordination, celle-ci doit être élargie à une cellule d'au moins 3 personnes, issues de 2 institutions différentes (le coordonnateur conservant toutefois sa fonction centrale de moteur).
 - Etapes d'élaboration du bulletin :
 - Comité de pilotage : décision du contenu, répartition des contributions (données brutes et/ou articles), identification du Comité de rédaction*
 - Cellule de coordination : collecte des contributions, synthèse, analyse, rédaction
 - Comité de lecture : relecture du premier draft, appui rédactionnel, amendement
 - Cellule de coordination : finalisation, diffusion
- * : Comité de rédaction composé de la Cellule de coordination + personnes ressources au sein du Comité de pilotage ou externes, à identifier selon les thèmes aborder par le bulletin.

2.2 La valorisation en aval

A travers la production d'informations, d'analyses périodiques et la réalisation d'investigations ponctuelles sur différents thèmes, il s'agit pour l'observatoire de se positionner en tant qu'outil d'appui pour permettre aux différentes catégories d'acteurs de la filière de mieux connaître et analyser leur environnement économique et, ainsi, contribuer à l'instauration d'un véritable dialogue entre eux ainsi qu'avec l'Etat.

Il est souhaitable que la fonction d'animateur de cette concertation ne revienne pas directement aux observatoires, mais soit confiée à des entités institutionnelles déjà en place, par exemple des interprofessions des filières quand elles existent, que les observatoires viendraient alors appuyer.

La concertation pose un certain nombre de contraintes :

- Les coordinateurs des observatoires soulignent la faiblesse des moyens disponibles pour développer ce dialogue permanent entre Etat et acteurs. Ces moyens sont d'autant plus nécessaires que les acteurs sont faiblement structurés et ont des ressources propres limitées ;
- Le besoin d'imaginer des mécanismes spécifiques pour promouvoir la concertation. Ainsi, cette dernière est favorisée lorsqu'elle est ancrée dans des activités concrètes. Par exemple, dans le cas du choix d'une étude thématique à réaliser, l'ensemble des membres des Réseaux des Observatoires doit pouvoir participer à la totalité du processus, de l'identification du thème au suivi des travaux d'étude jusqu'à la discussion des résultats et leur diffusion.
- Le besoin d'un niveau minimal de structuration et de compétences des opérateurs privés afin de pouvoir porter légitimement les « messages » de la base dans les concertations. Or ceci est loin

d'être le cas. Le dialogue entre les acteurs privés et l'Etat autour des différentes thématiques de politiques sectorielles¹¹ ne sera réellement fructueux que si les capacités d'analyse et d'expression des uns et des autres sont à peu près équivalentes. Ceci pose la question des dispositifs d'accompagnement à mettre en place parallèlement.

3. Les actions d'accompagnement

Cette nécessité de travail en commun pour un bon cadrage de l'information recherchée et diffusée pose rapidement le problème de la représentativité suffisante de chacun des acteurs pour exprimer leur point de vue respectif. Pour les organisations de producteurs, il concerne à la fois :

- l'existence même d'interlocuteurs représentatifs des producteurs susceptibles de participer légitimement dans les dispositifs des observatoires (cas de la Guinée) et ayant les capacités de diffuser les informations vers leurs bases,
- la capacité d'analyse des producteurs et leurs représentants à utiliser les informations économiques dont ils sont destinataires.

3.1 La réduction des asymétries de position

Idéalement, la concertation ne s'entend que si les différentes parties impliquées ont elles-mêmes des analyses ou positions préalables qu'elles peuvent verser aux débats. Or l'asymétrie de position dans le domaine de l'information et de son utilisation, est une caractéristique de nombreux acteurs des filières, en particulier les groupement de producteurs.

Il est donc important de veiller, d'une part, à la transparence de l'information en mettant en place les mécanismes de diffusion nécessaire et, d'autre part, au renforcement des capacités d'analyse des différents acteurs de la filière.

☞ Un certain nombre de **propositions** a été faites lors de l'atelier :

- La création de comités de lecture au sein des O.P.

Cette proposition émanant des OP présentes au séminaire viserait à :

- renforcer la compréhension des informations diffusées par les Observatoires et optimiser leur utilisation (débattre des informations diffusées),
- répercuter les demandes en information de la base,
- faire remonter les informations de la base (les producteurs) vers les coordinations des observatoires.

Les informations « remontantes » peuvent concerner la fourniture de données sur les campagnes de production mais aussi la fourniture d'articles et d'analyse spécifiques aux OP à forte dimension qualitative en particulier.

- Des formations spécifiques pour les représentants des opérateurs privés (commerçants, producteurs), mais aussi les coordonnateurs des Observatoires et les autres membres des réseaux, dans le domaine de l'analyse économique et politique concernent :
 - la mise à niveau sur les politiques nationales, les accords internationaux (OMC, UEMOA, CEDEAO) et les conséquences pour les filières riz ;
 - les mécanismes des marchés et politiques agricoles : au niveaux national, régional, international ;
 - les coûts de revient du riz, la formation des prix ;
 - les comparaisons de compétitivité entre systèmes de production et filières aux niveaux national, sous-régional, international ;

L'expérience acquise par les programmes APM pourrait être valorisée efficacement.

¹¹ Par exemple, pour les secteurs riz, la définition de cadres réglementaires, de l'application effective de ceux-ci, de l'identification des missions de service public qui doivent être assurées par les structures étatiques ou para-étatiques,...

- Des appuis adaptés spécifiquement à l'utilisation des informations diffusées par les Observatoires (mais aussi par les autres dispositifs d'information tels que les SIM) :
 - formation des comités de lecture à l'exploitation des bulletins
 - élaboration d'outils de diffusion vers les membres et vers les commissions techniques des O.P. (livret de formateur, affichettes, cassette audio, ...)
 - ...

3.2 Des appuis techniques spécifiques aux équipes des Observatoires

Les besoins formulés lors de l'atelier

- Des formations à réaliser pour différents thèmes :
 - La collecte et le traitement des informations :
 - Renforcement des capacités en gestion de base de données.
 - Formation à l'analyse et à l'interprétation des données statistiques.
 - La rédaction : formation des membres du comité à la rédaction de notes scientifiques et techniques.
- Des outils de communication à mettre en place :
 - Appui à la création et la gestion d'un site Web (alimentation, utilisation)
 - Préparation d'émission de radio
 - Formation aux techniques de communication/dissémination d'informations.

4. La dimension régionale du réseau

Les participants de l'atelier ont souligné que la concertation doit permettre de lancer le dialogue entre acteurs et autorités politiques à différents niveaux, non seulement de la base au niveau national (Etat, opérateurs privés, institutions), mais également du niveau national au niveau régional. Les institutions concernées seraient alors l'UEMOA, la CEDEAO, le ROPPA, etc.

C'est dans cette dimension supranationale que la mise en réseau régional des Observatoires prend tout son sens, dans le but de produire les analyses permettant d'éclairer les prises de décision de chacun.

Du point de vue pratique, afin de permettre la concertation régionale et de renforcer l'émulation entre les observatoires nationaux, il est recommandé d'identifier des travaux répondant à des problématiques qui ne peuvent être analysées que dans une dimension régionale (le marché des engrais, la mise en œuvre du TEC et autres dispositifs régionaux de protection des marchés, les flux transfrontaliers de riz et autres céréales entre les pays,...)

Par ailleurs des travaux comparatifs menés à partir d'analyses nationales pourraient aussi être développés afin d'enrichir les pratiques par les enseignements tirés des expériences des autres pays. Pour ce, il sera nécessaire d'harmoniser, sur une base minimum, les grilles de collecte et d'analyse entre tous les observatoires. Des échanges et des voyages régionaux pourraient également être organisés.

Un certain nombre de propositions ont également été faites au plan de la communication :

- prévoir une rubrique « actualités régionales » dans les bulletins nationaux ;
- consolider les procédures de diffusion au niveau régional en enrichissant les bases d'adresses, en assurant la régularité de parution, et la synchronisation des parutions d'un pays à l'autre ;
- avoir une parution du bulletin régional sur une base semestrielle.

Il a été décidé que le prochain bulletin régional traitera des « intrants » (engrais et produits phytosanitaires : politique affichée et effective, prix, disponibilité et qualité, stratégie des acteurs).

Là encore, l'expérience acquise en la matière (mise en réseau régional) dans le cadre des activités développées tant par le programme des Observatoires que les programmes APM riz et coton, pourrait être mise à profit.

5. Programmes d'activités nationaux

Les incertitudes sur les disponibilités financières pour faire fonctionner les observatoires durant l'année 2002 n'ont pas permis d'établir des calendriers de travail précis :

- la convention IRAM/MAE en cours, sur lequel un budget de fonctionnement des observatoires nationaux est prévu, arrive à échéance fin juin 2002 mais l'enveloppe étant forfaitaire, elle peut en principe être utilisée au delà de cette date (mais avec une incertitude sur la marge de manœuvre réelle)
- le réseau des observatoires devrait être pris en compte dans un prochain FSP, mais aucune date de démarrage ne peut pour l'instant être avancée.

Le « flottement » entre une programmation à très court terme (jusqu'à fin juin) et à moyen terme (fin 2002), n'a donc permis que de donner quelques grandes lignes :

- . une réunion de restitution de l'atelier régional et de réactivation des comités de pilotage en juin, au cours de la mission régionale IRAM/APM/CIRAD
- . un bulletin national par pays
- . un bulletin régional (sur le thème des intrants)

5.1 Guinée

- Comité de pilotage de l'Observatoire et restitution de l'atelier régional de Saint-Louis en juin
- Préparation, édition et diffusion du bulletin N° 7
- Contribution au bulletin régional
- Rencontre régionale à Conakry sur les positions nationales OMC sur les filières riz (échéance décembre 2002)

5.2 Mali

- Réunions du comité d'animation (1 réunion/mois)
- Atelier de restitution des résultats de l'atelier de Saint-Louis aux membres du comité d'animation élargi à certains acteurs
- Production de deux bulletins
- Contribution au bulletin régional (échéance septembre 2002)

5.3 Sénégal

- Atelier national de restitution atelier régional
- Edition et diffusion d'une Note de Conjoncture
- Contribution au bulletin régional
- Rencontres de la Cellule de coordination avec les acteurs et les membres du Comité de Pilotage

3^{EME} PARTIE : POURSUITE DES ACTIVITES ET PERSPECTIVES A MOYEN TERME

1. Première ébauche pour une nouvelle phase

La description qui suit ne constitue qu'un travail indicatif qui servira de base aux discussions qui seront menées au cours de la prochaine mission du mois de juin avec les bénéficiaires et le Ministère français des affaires étrangères.

Elle n'engage pour l'instant que les rédacteurs du présent rapport et reste donc sujette à de possibles remaniements.

1.1 Objectifs

L'objectif général vise à améliorer **l'accès à l'information économique de l'ensemble des acteurs (publics et privés) des secteurs rizicoles**, à contribuer au **renforcement de la capacité des professionnels du secteur à l'analyse et la négociation des politiques rizicoles**.

Ce faisant, le projet entend participer à la restructuration des filières dans le sens d'une plus grande efficience générale dans les différents pays tout en créant progressivement les conditions d'un pilotage des filières par les acteurs, au travers de cadres de concertation, qu'ils se sont appropriés de manière durable.

Ces attentes générales conduisent à penser le projet selon quatre axes :

- Des dispositifs nationaux d'information et d'analyse sur les filières riz, appelés Observatoires de filières riz, qui permettent d'améliorer la circulation de l'information et d'alimenter les processus de concertation (entre structures publiques et acteurs privés la filière, et au sein de ces 2 types d'acteurs).
- Un Observatoire régional des filières riz, qui met en réseau les dispositifs d'information et d'analyse des différents pays, permet de faciliter l'échange d'information et la réflexion au niveau régional.
- Un réseau des O.P. impliquées dans les filières riz visant à coordonner leurs activités au niveau régional, à bénéficier de leurs expériences mutuelles et permettant aux OP de participer à l'analyse des problématiques transversales et régionales.
- Des formations destinées aux responsables d'OP qui leur permettent de s'approprier les activités des dispositifs nationaux et régionaux d'information dont elles sont parties prenantes et de s'imposer comme interlocuteurs compétents dans les débats de politique agricole.

1.2 Activités

Les activités proposées pour atteindre ces résultats sont les suivantes :

A1. Consolidation des Observatoires nationaux existants

- Appui aux 3 observatoires nationaux dans la mise en œuvre des résolutions issues de l'atelier régional :

- . Poursuite de la mobilisation des différentes institutions membres et identification de correspondants personnalisés
- . Elaboration concertée de calendrier de travail annuels
- . Production régulière des bulletins semestriels avec une participation renforcée des différents membres
- . Participation accrue des OP aux comités de pilotage et plus large
- . Elargissement de la diffusion aux OP
- Organisation d'ateliers nationaux d'échange et de concertation, autour des thèmes prioritaires identifiés par les Comités de pilotage
- Formation des coordonnateurs des observatoires et des principaux correspondants : rédaction, analyse de données

A2. Extension à d'autres pays

- Mission de prise de contact : identification des institutions et Organisations socioprofessionnelles locales, manifestation d'intérêt,
- Atelier de lancement là où la manifestation d'intérêt a été significative et la configuration institutionnelle favorable
- Démarrage des activités nationales sur des principes similaires aux observatoires existants

A3. Renforcement du Réseau régional d'observatoires :

- Bulletin régional semestriel alimenté par des contributions nationales autour d'un thème fédérateur par semestre
- Homogénéisation de la structure des bulletins nationaux et élaboration d'une grille d'analyse commune
- Organisation d'un atelier régional annuel de concertation autour du fonctionnement des observatoires et de comparaisons des filières
- Constitution d'un fond pour la réalisation d'études complémentaires ponctuelles sur des thèmes comme identifiés comme stratégiques au niveau régional

A4. Réalisation d'un séminaire régional de formation et de concertation entre O.P.

Cette formation s'adressera à un ensemble de responsables d'organisations paysannes des pays membres du réseau (en priorité les 3 premiers pays). Le contenu sera déterminé à l'issue de la mission régionale de juin 2002. A titre indicatif, les thèmes ci-dessous pourront être abordés :

- Fonctionnement des marchés, dynamiques de filières et les logiques d'acteurs (rôle des différents acteurs, formation des prix et répartition des marges...).
- Les politiques agricoles et commerciales pour le secteur des céréales
- Accords internationaux, libéralisation des échanges et intégration régionale

Ce séminaire sera l'occasion pour les O.P. de préciser les outils pédagogiques (formation de formateurs, supports de diffusion pour leurs membres) qu'ils souhaiteraient voir développer ultérieurement. La réflexion concernant la pertinence, les objectifs et la faisabilité de la mise en place d'un réseau régional des O.P. sera également approfondie.

A6. Réalisation de supports pédagogiques

- Actualisation des manuels pédagogiques réalisés par le programme APM Riz
- Réalisation d'autres supports sur les thèmes identifiés comme prioritaires par les OP (première identification lors de la mission régionale de juin 2002 puis affinée à l'issue du premier atelier de formation)

A7. Appui conseil auprès des O.P. et mise en réseau au niveau régional

- appui à la mise en place des stratégies des organisations paysannes,
- proposer un cadre méthodologique d'analyse et de détermination des actions techniques jugées comme importantes pour les O.P. mais aussi les plus à leur portée immédiate, compte tenu des caractéristiques des filières et de leur savoir-faire.
- appui à la conduite de négociation politique : élaboration des propositions, recherche des alliances, négociation d'accords avec des partenaires, etc....

- coordination des actions et les échanges au niveau régional : appui à la création d'un réseau des O.P. rizicoles visera à remplir cet objectif ; établissement de liens avec les initiatives régionales de concertation entre les OP, tel que le ROPPA.

1.3 Résultats attendus

Le renforcement des dispositifs nationaux d'information et d'analyse permet :

- Le développement d'une réelle dynamique d'échange d'information et de discussion entre les principaux membres des dispositifs nationaux
- L'amélioration du niveau de connaissance sur l'évolution de la filière riz de l'ensemble des acteurs, publics et privés, concernés par les filières riz

Le développement de relations de travail entre les observatoires nationaux permet :

- L'établissement d'un processus d'échange sur l'expérience des observatoires nationaux, sur le plan du fonctionnement institutionnel
- Le travail sur la base des grilles d'analyses communes permettant une analyse comparative régionale de la situation des filières
- De contribuer à la réflexion sur l'harmonisation régionale des politiques et à la formulation commune de propositions de négociation dans les instances internationales

L'extension à d'autres pays de la sous région permet :

- De faire bénéficier de l'expérience acquise sur le montage de dispositifs d'information à un nombre plus important de pays
- D'enrichir les comparaisons régionales et les échanges d'expérience par une base plus large

L'amélioration de l'accès à l'information pour les OP et la formation de leurs responsables permettent :

- De disposer d'éléments de décision pertinents pour le pilotage de leurs activités
- D'améliorer leur capacité à contribuer aux débats nationaux, régionaux et internationaux sur les politiques agricoles
- D'améliorer la qualité de leur contribution dans le fonctionnement des Observatoires des filières dans chacun des pays.

La construction progressive d'un futur réseau d'OP permet :

- Des relations régionales d'échanges, d'études et de réflexions entre les O.P. sur les questions de politiques agricoles
- De développer les premières activités de coordination et d'appui aux O.P., reposant sur des relais nationaux
- D'améliorer la qualité de leur contribution dans le fonctionnement du réseau régional des Observatoires des filières.

2. Objectifs de la mission régionale

2.1 Consolidation des observatoires

- Valider les conclusions et préciser les résolutions de l'atelier régional avec les principaux membres des observatoires
- Préciser le contenu des prochains bulletins nationaux sur la base d'une trame commune aux 3 pays et d'une grille d'indicateurs récurrents minimum

- Préciser le contenu des contributions de chaque observatoire pour le bulletin régional (thème général identifier lors de l'atelier régional : les intrants)

2.2 Mobilisation des OP

- Reprendre contact avec les OP du réseau APM Riz et identifier les principales autres organisations professionnelles représentatives du secteur rizicole
- Mettre en relation avec les observatoires celles qui semblent à même de se mobiliser sur les thèmes de la diffusion de l'information et de la compréhension des marchés et des politiques
- Analyser et définir des modalités d'implication des O.P. dans les observatoires des filières riz

2.3 Préparation des actions de formation

- Identifier les demandes et formuler une proposition de programme de formation répondant aux attentes des OP sur dans les domaines des politiques agricoles, du fonctionnement des marchés, de la diffusion de l'information (hiérarchisation des sujets prioritaires, choix des bénéficiaires, modalités de mise en œuvre)
- Rassembler les informations relatives à la situation des filières riz nationales et à l'évolution des politiques, nécessaires à l'élaboration de matériel pédagogique

2.4 Validation du contenu de la prochaine phase du projet

Présenter, discuter, amender la trame proposée pour la prochaine phase avec les différentes parties prenantes des observatoires, y compris les O.P.

Sigles :

AFD : Agence française de développement
BCEPA : Bureau Central des Etudes et de la Planification Agricole (Guinée)
CGSMR (ou SIMRiz) : Cellule de Gestion et de Surveillance des Marchés du Riz (Sénégal)
CIRIZ : Comité interprofessionnel riz (Sénégal)
CPS : Cellule de Planification et de Statistiques (Ministère du Développement Rural, Mali)
CSA : Commissariat à la Sécurité Alimentaire (Sénégal)
DAPS : Direction analyse, prévision et statistiques - fusion de l'UPA et de la DISA (Sénégal)
DGR : Direction du Génie Rural (Sénégal)
DISA : Division des Statistiques Agricoles (Sénégal)
DNAMR : Direction Nationale d'Appui au Monde Rural (Mali)
DNCC : Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (Mali)
DNSI : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (Mali)
ECOFIL : programme Economie des Filières (IER, Mali)
IER : Institut d'Economie Rurale (Mali)
INSAH : Institut du Sahel (Mali)
ISAR : Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (Sénégal)
MAEF : Ministère de l'Agriculture, des Eaux et Forêts (Guinée)
MEFP : Ministères de l'Economie, des Fiances et du Plan (Sénégal)
OMA : Observatoire des Marchés Agricoles (Mali)
ONIC : Office national interprofessionnel des céréales (France)
OSIRIZ : Observatoire de statistiques internationales sur le riz
PASAL : Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire
ROPPA : Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest
UNACOIS : Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal
SAED : Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé (Sénégal)
SEXAGON : Syndicat des Exploitants de la Zone Office du Niger
SODAGR : Société de Développement Agricole et Industriel (Sénégal)
UEMAO : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UPA : Unité de Politique Agricoles (Sénégal)

ANNEXES

Programme

Liste des participants

Bilan d'exécution de l'ONRS

Relevé des conclusions

Dynamique possible de fonctionnement des observatoires du Mali, de Guinée, du Sénégal dans le futur

**Atelier de travail sur les dispositifs d'information et de concertation
sur les filières riz au Mali, en Guinée et au Sénégal
CIRAD - IRAM – CIEPAC - APM**

25 au 29 mars 2002

Saint-Louis (CIFA), Sénégal

PROGRAMME

Dimanche 24 mars	arrivée des participants à Dakar 12h40 : de Conakry 21h20 : de Paris 20h10 : de Bamako Nuit à la Maison d'Afrique
-------------------------	---

Lundi 25 mars	
Matin	Finalisation des préparations des présentations par pays (Guinée, Mali, Sénégal)
Après-midi	Déplacement vers le CIFA Visite de terrain : Rizerie de Pont-Gendarme

Mardi 26 mars	
9h00	<ul style="list-style-type: none"> • Introduction <ul style="list-style-type: none"> - Présentation des participants - Présentation et objectifs de l'atelier (H.David / L.Liagre)
10h00	<ul style="list-style-type: none"> • Activités et expériences passées et en cours dans le domaine de l'information et de la formation sur les filières riz <ul style="list-style-type: none"> - Présentation générale du projet observatoire régional 1999-2001 et grandes orientations de la 2^{ème} phase (H.David) - Les activités APM Riz (L.Liagre) - Expérience du réseau régional coton APM (S.Pambour) - Questions / précisions • Quels enjeux des filières riz en Afrique de l'Ouest ?
11h30	Pause
11h45	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience des observatoires nationaux des filières riz : Mali <ul style="list-style-type: none"> - Présentation générale des activités réalisées et résultats : analyse par rapport aux objectifs initiaux - L'organisation de la collecte d'information, de la production d'analyse et de leur diffusion - Les liens des dispositifs avec les possibles utilisateurs : décideurs politiques, cadres de l'administration, opérateurs privés (producteurs, transformateurs, commerçants)
13h	Déjeuner
14h30	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience des observatoires nationaux des filières riz : Guinée (cf. ci-dessus)

15h30	Pause
15h45	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience des observatoires nationaux des filières riz : Sénégal (cf. ci-dessus)
16h45	<ul style="list-style-type: none"> • Débat synthèse : forces et faiblesses de ces dispositifs, pistes d'amélioration.

Mercredi 27 mars	
9h 30 minutes d'exposé par pays + 15 minutes de questions (2 premiers pays)	<ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'information et utilisation : le point de vue des opérateurs privés au Mali, en Guinée et au Sénégal - Les différents types d'informations dont les Opérateurs privés ont besoin. - Les sources d'informations dont ils disposent - Utilisation de l'information par les organisations de producteurs, de commerçants, de transformateurs et leurs membres.
10h30	Pause
10h45	<ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'information et utilisation : le point de vue des opérateurs privés au Mali, en Guinée et au Sénégal
(Dernier pays)	
11h30	<ul style="list-style-type: none"> • Débat / Synthèse Difficultés d'accès et d'utilisation de l'information pour les opérateurs privés et pistes d'amélioration
12h30	Déjeuner
14h00	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier 1 : Quels objectifs pour les observatoires, quel rôle pour les partenaires ? - Quelles fonctions pour un observatoire et son réseau... ? - Quelle contribution des différents membres du réseau pour chacune de ces fonctions ?
14h45	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation en plénière et débat
15h30	Pause
15h45	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier 2 : Quelles modalités de fonctionnement, quelles conditions préalables ? - Comment améliorer la participation des différents membres du réseau ? - Comment améliorer la circulation de l'information au sein du réseau
16h30	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation en plénière et débat

Jeudi 28 mars	
9h00	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier 3 : Quels dispositifs d'accompagnement à mettre en place pour les utilisateurs des Observatoires ? - Quels sont les besoins en appui/formation à l'analyse, la diffusion et la valorisation des informations pour les producteurs et les utilisateurs d'information ?
9h45	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation en plénière et débat
10h30	Pause
10h45	Atelier par pays <ul style="list-style-type: none"> • Atelier 4 : calendrier de travail par pays pour 2002 - Le fonctionnement des observatoires : la place des utilisateurs dans les dispositifs, les types d'information, les mécanismes de concertation, contenu du prochain bulletin - Le réseau : fréquence et thème des prochaines rencontres nationales, répartition des contributions, - Les thèmes de formation - Les attentes par rapport à la mission circulaire régionale...
11h00	
12h30	
14h00	
11h00	<ul style="list-style-type: none"> • Synthèse des 4 ateliers en plénière
12h30	Déjeuner
14h00	<ul style="list-style-type: none"> • Une mise en réseau des observatoires au plan régional : pour quoi faire ? Comment ? - Bilan des expériences en cours - Quels objectifs ? - Quels mécanismes ? - Grille d'analyse commune
15h00	Pause
15h15	<ul style="list-style-type: none"> • Conclusion générale
16h	<ul style="list-style-type: none"> • Clôture de l'atelier
16h30	Départ des Français pour Dakar
23h40	Vol Dakar – Paris

Vendredi 29mars :	
9h00	Visites de terrain pour équipes Mali et Guinée : <ul style="list-style-type: none"> - Rizerie de Richard-Toll gérée par la FPA - 1 périmètre du delta
14h00	Trajet St.Louis - Dakar pour les Guinéens
19h	Vol Dakar – Conakry

Samedi 30 mars :	
	Journée libre pour les Maliens

Dimanche 31 mars :	
21h10	Vol Dakar – Bamako

LISTE DES PARTICIPANTS

Atelier du 25 au 29 mars 2002 au CIFA (Saint-Louis) - SENEGAL

NOM	PRENOM	ORGANISME / INSTITUTION	PAYS	ADRESSE TEL - FAX - EMAIL
KEITA	Abdoulaye	APCAM	MALI	BP. 3299 apcam@malinet.ml (223) 21 87 25
CISSE	Amadou	CPS/MDR	MALI	(223) 21 44 99 - 21 82 40 acisse@cps-mdr.org
FALIRY	Boly	SEXAGON (AOPP)	MALI	BP. 97 Niono - Tél. 28 67 81 Aopp@ccfib.com
DIARRA	Yacouba	OPIB	MALI	(223) 22 71 92 membre du CPEE, Baguinéda
DAVID	Hélène	ISRA / CIRAD	SENEGAL	BP. 240 - Saint-Louis (221) 961 17 51 tél., (221) 961 18 91 fax benz@cirad.fr
WADE	Silèye Bocar	UJAK	SENEGAL	BP. 68 - Podor (221) 964 30 03 - 641 75 80
SALL	Cheikh	ISRA	SENEGAL	(221) 961 17 51 tel, (221) 961 18 91 Fax cheikh.sall@coraf.org
ROCHE	Daniel	CIFA	SENEGAL	BP. 248 - Saint-Louis cifa@cyg.sn (221) 962 64 14 tel, (221) 962 64 01 fax
FALL	Charles	SAED/DPDR	SENEGAL	BP. 74 - Saint-Louis (221) 961 15 33 / 642 78 35 tel (221) 961 14 63 fax c.fall@metissacana.sn
THIAM	Ndèye Fatou	SAED/Stagiaire U. Gembloux, Bel.	SENEGAL	Saint-Louis - CNCAS Nfthiam@caramail.com
SOW	Sadibou	ONRS/DAPS/ MAE	SENEGAL	(221) 823 42 16 / 653 35 47 tel (221) 823 75 96 fax sadou_sow@hotmail.com
GUEYE	Abdoul Aziz	ONRS/DAPS/ MAE	SENEGAL	(221) 823 42 16 / 641 21 11 tel (221) 823 75 96 fax orsma@cyg.sn
NDIAYE	Oumar Samba	CGSMR/ MPMEC	SENEGAL	43, rue Carnot - Dakar (221) 821 21 24 tel, (221) 823 88 75 fax
DIOP	NDiawar	Union de Boundoum	SENEGAL	Boundoum, Ross-Béthio (221) 963 83 03
SARR	Saliou	CIRIZ	SENEGAL	Dagana (221) 963 14 15 / 639 67 57 tel (221) 964 20 00 fax saliou.sarr@sentoo.sn
BARRY	Boubacar	Président ACM	GUINEE	(224) 81 07 22 - Foranott
OULARE	Sory	SIPAG (SIM)	GUINEE	(224) 41 54 13, 013 30 21 70
KEITA	Yaya	APEKAGRI/ APM	GUINEE	BP. 71 Kindia - (224) 61 03 20 Apekagri@biasv.net
BAYO	Lansana	PASAL/BCEPA/M AE	GUINEE	BP. 576 - Conakry Lansanabayo@hotmail.com
PAMBOUR	Sylvain	CIEPAC	FRANCE	930 chem. Des Mandrous, 34170 Castelnau Le Lez ciepac@wanadoo.fr sylvain.pambour@wanadoo.fr 33 (0) 4 67 79 60 11 tel , 33 (0) 4 67 72 99 76 fax
LIAGRE	Laurent	IRAM	FRANCE	Agropolis Bat 14 – 34097 Montpellier France 33 (0) 4 99 23 24 67 l.liagre@iram-fr.org .

BILAN D'EXECUTION DES ACTIVITES L'ONRS AU 25 MARS 2002

OBJECTIFS	REALISATIONS
<p>Missions circulaires du CIRAD au Sénégal en 1997 et Mai 1999 sur intérêt d'un réseau d'échange riz</p> <p>Groupe de travail chargé de conduire le dossier sur l'Observatoire riz au Sénégal.</p> <p>Atelier de lancement de l'ONRS</p> <p><u>Recommandations atelier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction Banque de données avec 4 modules (international ; national et régional ; filière locale ; consommation) ; - Traitement des données - Diffusions des informations <p>Convention de financement CIRAD-UPA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Informations aux Autorités sur la mise en place ONRS - Elaboration projet d'arrêté portant création, organisation et fonctionnement ONRS - rencontre avec les partenaires - Mise en place Comité de Pilotage - Mise en place Cellule de Coordination ONRS <p>Collecte, traitement analyse et diffusion des informations</p>	<p>Intérêt manifesté par le Ministère de l'Agriculture et l'UPA pour piloter le dossier</p> <p>GT mis en place en Juillet 1999 et tenue de séries de réunions préparatoires</p> <p>Atelier organisé les 10 et 11 Août 1999 à Dakar en présence des principaux acteurs de la filière riz</p> <p>Achat micro dans PACEPA, attendu en vain.</p> <p>Proposition laissée à appréciation C.P.</p> <p>Adoption d'une publication trimestrielle</p> <p>Convention CIRAD-UPA N°1/99 signée le 5/09/99 pour une durée de 6 mois (Oct-Juin)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouverture du compte à la CNCAS 20/12/99 - Transmission le 12/01/2000 des conclusions de l'atelier et du projet d'arrêté portant création de l'ONRS au Premier Ministre, au Ministre Chargé des Finances et à celui chargé du Commerce - Rencontre avec des partenaires pour identification besoins en informations - Note de Service créant le C.P. signée par le ME/MA le 23/12/99 sous le N° 3435/MA/UPA - Note de Service créant la Cellule de Coordination de l'ONRS signée par le Dir/UPA sous le N° 07993/MA/UPA du 30/12/99 <p><i>Virement 1^{ère} tranche 20 000 FF reçu le 12/01/2000</i></p> <p><i>Publication Note de Conjoncture N°1 en fin mai 2000</i></p> <p>Organisation atelier de restitution NC1 le 28/06/2000 à l'UPA</p>

RELEVÉ DES CONCLUSIONS DE L'ATELIER

L'atelier a permis la rencontre des coordonnateurs des observatoires Riz du Mali, de la Guinée et du Sénégal, d'un certain nombre de membres des réseaux d'acteurs des filières riz de ces pays, de représentants du réseau APM riz et des représentants des organisations paysannes et commerçantes.

Cette rencontre a permis de débattre de questions relatives à la production, la diffusion, l'utilisation de l'information économique sur les filières riz et de la concertation entre acteurs.

Afin d'alimenter les débats, l'atelier s'est appuyé sur les présentations suivantes :

- Programme régional d'appui aux observatoires des filières riz.
- Activités APM de formation pour les filières riz et coton
- Etat d'avancement des activités des réseaux nationaux par les coordonnateurs
- Besoins en information des opérateurs privés des filières, notamment des organisations paysannes.

Les ateliers de travail ont porté sur les thèmes suivants :

- l'information
- le fonctionnement des réseaux
- la concertation entre acteurs
- les dispositifs d'accompagnement
- le réseau régional

Sans anticiper le rapport de synthèse final qui sera transmis aux participants dès sa finalisation les principales conclusions et propositions issues du séminaire sont les suivantes :

Information

L'information demandée par les acteurs (opérateurs privés, décideurs politiques, bailleurs) est très variée et est très importante en terme de volume. Les sources existent mais les modalités de diffusion ne sont pas toujours adaptées.

Il n'est pas dans les fonctions de l'observatoire de fournir l'ensemble des informations possibles pour chaque stade de la filière, de la production jusqu'à la consommation.

L'Observatoire/réseau ne doit pas se substituer aux structures spécialisées dans certains domaines d'information. Sa fonction (Et ce n'est pas la seule) est de centraliser, analyser, restituer la synthèse de ces informations.

Les observatoires identifient les déficits d'informations et suscitent / réalisent les études nécessaires.

L'information peut être abordée sous forme de :

- dossiers thématiques ou analyses sur la structure du secteur et le contexte macro-économique : le marché des engrais, l'accès au crédit, la politique d'aménagement, la protection des marchés, ...
- informations régulières sur la conjoncture : indicateurs du fonctionnement de la filière, tendances des marchés, niveaux de protection en vigueur,...

Il convient d'élaborer une liste minimale d'informations régulières à produire, commune à l'ensemble des pays membres du réseau régional.

Il est nécessaire de réfléchir aux modalités de diffusion de l'information selon les différents publics cibles, de leurs besoins spécifiques, et des supports et outils à utiliser pour chacun d'entre eux.

Cette réflexion doit se mener sans perdre de vue les contraintes qui pèsent sur les observatoires, à savoir la faiblesse des ressources humaines et financières, et la rareté des partenaires d'appui dans les pays.

Une question est posée par rapport à l'ouverture du dispositif aux filières vivrières : s'en tenir au riz ou prendre en considération toutes les productions vivrières (car diversification, sécurité alimentaire, et recherche d'alternative à la production rizicole).

Fonctionnement des réseaux

Des comités de pilotage des Observatoires, constitués par les acteurs et institutions concernées par les filières riz, doivent être construits (quand ils n'existent pas). La participation des représentants des opérateurs privés doit être renforcée.

Ces comités ont pour fonction de définir/orienter les activités des Observatoires, la programmation et le suivi-évaluation de leur réalisation. (définition du contenu du bulletin, définition des tâches de chacun, désignation d'un comité de lecture)

Il est recommandé de mettre en place une équipe de coordination technique composée d'au moins 2 personnes issues de structures différentes. La coordination est chargée de l'animation et de la rédaction des bulletins en lien avec les autres instances de fonctionnement des réseaux :

- collecte des contributions, analyse et rédaction de la première version du bulletin
- présentation au comité de lecture pour correction, amendement et validation
- édition et diffusion par la coordination ;

Les membres du comité de lecture sont choisis parmi les membres du comité de pilotage et il est fait appel, si nécessaire, à des personnes ressources extérieures au comité en fonction des thèmes abordés par les études et articles.

Il est nécessaire d'assurer la continuité technique des activités du réseau. Pour ce, les moyens suivants sont identifiés :

- la coordination est en charge du secrétariat des activités du comité de pilotage.
- chaque structure membre du réseau de l'observatoire désigne deux correspondants (dont un suppléant en cas d'absence).
- compte-rendu et actes de réunion doivent être systématisés.

Pour chaque pays, il s'agira de compléter le tableau suivant :

Instances De l'observatoire	Structures impliquées	Personnes identifiées	Rôle et activités

Afin de professionnaliser les activités des observatoires / réseaux et dans la perspective de la poursuite du programme et de son élargissement, il conviendra de construire un dispositif d'auto-évaluation pour l'ensemble des activités des observatoires / réseaux.

Concertation entre acteurs

La concertation entre les membres du Réseau / Observatoire national doit avoir lieu en amont et en aval de l'élaboration et de la conduite des activités des observatoires. Dans le cas du choix d'une étude thématique, l'ensemble des membres du Réseau / Observatoire doit pouvoir participer à la totalité du processus, de l'identification du thème à la diffusion et la discussion des résultats.

Idéalement, la concertation ne s'entend que si les capacités d'analyse et les niveaux d'information des différents acteurs sont comparables. Il est donc important de veiller à la transparence de l'information et au renforcement des capacités d'analyse des différents acteurs de la filière.

Ce travail de mise à disposition de l'information est possible par une adaptation :

- de la forme en fonction des différents publics,
- de la fréquence de diffusion en fonction du type d'information (info conjoncturelle, structurelle).
- Il est également recommandé de renforcer le rôle de la coordination sur les activités de diffusion de l'information.
- Il est recommandé de constituer « des comités de lecture » au sein des Organisations Paysannes pour renforcer la compréhension des informations diffusées par les Observatoires et optimiser leur utilisation, mais aussi afin de faire remonter les informations de la base (des producteurs) vers les coordinations des observatoires.

Les comités de lecture pourront également répercuter les demandes en information.

Ces informations « remontantes » peuvent concerner la fourniture de données sur les campagnes de production mais aussi la fourniture d'articles et d'analyse spécifiques aux OP (dimension qualitative en particulier).

Il est recommandé de créer des cadres de discussion pour débattre des informations diffusées.

La concertation concerne tous les niveaux, de la base au niveau national (Etat, opérateurs privés, institutions) et du niveau national au niveau régional (UEMOA, CEDEAO, ROPPA)

Afin de favoriser la concertation régionale et renforcer l'émulation entre les observatoires nationaux, il est recommandé d'harmoniser les grilles de collecte et d'analyse entre tous les observatoires.

La concertation pose un certain nombre de contraintes :

- faiblesse des moyens disponibles
- besoin d'imaginer des mécanismes innovants pour la concertation
- niveau minimal de structuration des opérateurs privés afin de pouvoir porter légitimement les « messages » de la base dans les concertations, ce qui n'est pas toujours le cas.

L'observatoire ne vise pas à se substituer aux mécanismes ou aux cadres déjà existants, mais à les appuyer.

Dispositifs d'accompagnement

- Au niveau des observatoires/réseaux

Des outils de diffusion à mettre en place :

- Appui à la création et la gestion d'un site Web (alimentation, utilisation)
- radio
- cassette audio
- livrets illustrés...

Des formations à réaliser pour différents thèmes :

les données :

- Renforcement des capacités en gestion de base de données.
- Formation à l'analyse et à l'interprétation des données statistiques.

la rédaction :

- Formation des membres du comité à la rédaction de notes scientifiques et techniques.

la diffusion :

- Formation aux techniques de communication/dissémination d'informations.
 - Formation (mise à niveau) sur les politiques nationales, les accords internationaux (OMC, UEMOA, CEDEAO) et leurs conséquences pour les filières riz.
- Les besoins initiaux en formation des Opérateurs dans le domaine de l'analyse économique et politique (commerçants, producteurs) :
 - Mise à niveau sur les politiques nationales, les accords internationaux (OMC, UEMOA, CEDEAO) et les conséquences pour les filières riz.
 - Mécanismes des marchés et politiques agricoles : au niveaux national, régional, international
 - coûts de revient du riz, la formation des prix
 - compétitivité entre systèmes de production et filières aux niveaux national, sous-régional, international ;
- Les besoins d'appui pour une meilleure appropriation des informations produites par l'observatoire :
 - formation des comités de lecture à l'exploitation des bulletins
 - diffusion vers les commissions techniques,
 - diffusion vers les membres
 - ...
- Articulation / partenariat avec les initiatives déjà en cours ou en préparation au niveau national, régional : UPAFA, programme de formation de formateurs en politique agricole
- Création, facilitation, participation à des :
 - manifestations type foires, journées du riz,...
 - voyages d'études régionaux / échanges d'expériences entre observatoires et OP.

Réseau régional

La valeur ajoutée du bulletin ou des études : des travaux répondant à des problématiques régionales :

- Les flux transfrontaliers. Lien avec le bulletin des frontières de INSAH/IER/PSI (flux des produits agricoles aux frontières du Mali.
- Les dispositifs régionaux de protection des marchés

Enrichir les analyses nationales par des enseignements tirés des expériences des autres pays :

- bulletins
- échanges et voyages régionaux

Il est recommandé de prévoir une rubrique « actualités régionales » dans les bulletins nationaux.

Il est également recommandé de consolider les procédures de diffusion au niveau régional en enrichissant les bases d'adresses, en assurant la régularité de parution, et la synchronisation des parutions d'un pays à l'autre.

Les échanges régionaux seront d'autant plus riches et fructueux que les réseaux nationaux sont solides et impliquent une diversité d'acteurs.

Il est recommandé d'avoir une parution du bulletin régional sur une base semestrielle.

Il a été décidé que le prochain bulletin régional traitera des « intrants » (engrais et produits phytosanitaires : politique affichée et effective, prix, disponibilité et qualité, stratégie des acteurs).

DYNAMIQUE POSSIBLE DE FONCTIONNEMENT DES OBSERVATOIRES DU MALI, DE GUINEE, DU SENEGAL DANS LE FUTUR

